

L'âge d'accès au crédit CNAC prolongé

Tlemcen
**Trois narcotrafiquants
arrêtés**

Les DEBATS

Votre quotidien national

Partisans et opposants en prévision de la présidentielle

Les partis aiguisent leurs arguments

Après les marches de vendredi, l'heure est à la mobilisation pour les partis politiques et autres organisations qui soutiennent la candidature du Président Bouteflika, à l'élection présidentielle.



Politique de raffinage et prix des carburants

Bientôt l'autosuffisance et... l'exportation



Par Saâd Taferka

L'inauguration, la semaine dernière, de la raffinerie d'Alger (Baraki), après de grands travaux de réhabilitation qui ont duré trois ans et ont coûté la somme de 45 milliards de dinars, s'inscrit dans la grande ambition de relancer l'industrie pétrochimique, sous toutes ses déclinaisons, et, plus précisément, de renforcer la capacité nationale de raffinage destinée à la production de carburants.

C'est la société nationale Sonatrach et le groupe chinois Cpecc qui ont réalisé les travaux de réhabilitation de cette raffinerie dont la construction remonte à 1964, dotée d'une capacité de raffinage de 3,645 tonnes/an. Pour les deux prochaines années, il est aussi prévu la livraison de deux raffineries, une à Tiarèt et l'autre à Hassi Messaoud, d'une capacité de raffinage de 5 millions de tonnes par an chacune.

Les capacités nationales de raffinage sont portées à 31 millions de tonnes, après être figées dans 27 millions de tonnes jusqu'à la fin 2018. Le ministre de l'Energie, Mustapha Guitouni, a déclaré, en 2017, qu'après la livraison des unités de Tiarèt et Hassi Messaoud, ainsi que celles de Biskra et Arzew, les capacités globales de raffinage seront portées à 45 millions/an de tonnes d'ici à 2021.

Le ministre a précisé, que la capacité de consommation passera de 7 000 m³ à 2 millions de m³ en 2020, ajoutant que, «à partir de 2021, l'Algérie ne doit plus importer les essences et autres produits lourds», et annonçant que notre pays pourra, au contraire, passer à la phase d'exportation de produits raffinés, et plus spécialement les carburants. Guitouni a estimé que «l'augmentation de 30% en essences et gaz permettra de réduire les importations qui coûtent plusieurs milliards de dollars chaque année». En effet, l'importation des carburants avait même atteint 3 milliards de dollars/an pendant la période 2010-2014. En 2017, le montant des importations était de 1,583 milliards de dollars.

L'inflation est à 4,2% en janvier

Légère augmentation des prix des biens alimentaires



Il passe à 55 ans

L'âge d'accès au crédit CNAC prolongé

Du nouveau pour l'assurance chômage. L'âge des bénéficiaires des facilitations et avantages accordés par le dispositif de la Caisse nationale d'assurance chômage (Cnac) a été prolongé à 55 ans en vertu d'un décret présidentiel publié dans le dernier numéro du *Journal officiel*.



Par Rachid Chihab

Ce décret modifie le décret présidentiel 03-514 du 30 décembre 2003 relatif au soutien à la création d'activités par les chômeurs promoteurs qui fixait la limite d'âge pour bénéficier du soutien à la création et à l'extension d'activités par les chômeurs-promoteurs à 50 ans.

L'expression âgés de 30 à 50 ans est remplacée, ainsi, dans le nouveau décret présidentiel par âgés de 30 à 55 ans.

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité

sociale, Mourad Zemali, qui avait annoncé, il y a quelques semaines, la prolongation de l'âge des bénéficiaires du dispositif Cnac à 55 ans, avait expliqué que cette nouvelle mesure permettra aux personnes de cette tranche d'âge (55 ans) de bénéficier des facilités et des avantages octroyés par la caisse, en mettant à profit leurs «expériences et compétences professionnelles» dans leurs propres micro-entreprises.

Il avait convié, à l'occasion, les responsables locaux en charge de la mise en œuvre des deux dispositifs à informer les jeunes et

les chômeurs sur les récents amendements inhérents au fonctionnement de ces derniers, ainsi qu'à renforcer la collaboration entre ces mécanismes en vue d'«unir leurs efforts» dans le sens d'une «utilisation rationnelle» des moyens matériels et humains mis à leur disposition.

Le ministre a fait savoir que grâce au financement de 3 474 micro-entreprises en 2018, le dispositif de la Cnac a contribué à la création de 8 598 emplois directs, au lancement des projets, avec un taux de remboursement estimé à 62%.

En plus de financement des projets, la Cnac accorde une aide financière aux travailleurs algériens ayant perdu leur poste de travail pour des raisons économiques. Une aide accordée seulement aux travailleurs ayant exercé dans le même poste au moins trois ans.

A noter que de Comité national pour la défense des droits des chômeurs (Cnddc), ainsi que des partis politiques comme le Parti des travailleurs (PT), revendiquent l'instauration d'une allocation chômage pour tous diplômés algériens sans emploi.

R.C.

Pour ses propos contre l'Islam Le CFCM qualifie Manuel Valls d'«aventurier de la haine»

Le Conseil français du culte musulman (Cfcm) a dénoncé vendredi «avec force» les propos de l'ancien Premier ministre français, Manuel Valls, contre l'Islam et les musulmans, le qualifiant d'«aventurier de la haine». «Le Cfcm dénonce avec force les propos tenus par un ancien Premier ministre qui jette sans retenue l'opprobre sur tous les musulmans de France», a indiqué un communiqué signé par son président, Ahmet Ogras, parvenu à l'APS.

Manuel Valls a déclaré, lors d'un débat organisé en Espagne, que «tous les pays souffrent d'une crise d'identité, d'identité culturelle», expliquant : «Parce qu'il y a la mondialisation, il y a la crise politique, il y a les réseaux sociaux, il y a le problème des réfugiés. Dans nos sociétés, par exemple dans la société française, le problème de l'Islam, des musulmans». Ce n'est pas la première fois que l'ancien Premier ministre s'en prend à l'Islam et aux musulmans de France.

Dans ce contexte, le Cfcm a appelé les plus hautes autorités de la France pour «faire taire ces aventuriers de la haine mus par des agendas électoraux qui, en l'espace de quelques jours, désignent les musulmans comme les coupables de la montée de l'antisémitisme en France.

R. N.

Koweït Raouya reçu par le président du Conseil des ministres du Koweït

Le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya, a été reçu au Koweït par le président du Conseil des ministres de l'Etat du Koweït, Cheikh Jaber Al Mubarak Al Hamad Al Sabah, a indiqué un communiqué de ce ministère.

Cette rencontre s'est tenue en marge de la tenue de la 10^{ème} session de la commission mixte algéro-koweïtienne tenue du 19 au 21 février dans la capitale koweïtienne.

Lors de cette rencontre, le ministre a souligné «la volonté réaffirmée de l'Algérie de hisser la coopération bilatérale au niveau de l'excellence des relations politiques historiques qui existent entre l'Algérie et le Koweït afin de lui donner un sens et un contenu diversifié, conformément aux orientations du Président de la République, Abdelaziz Bouteflika, et de l'Emir du Koweït, Cheikh Sabah Al Ahmad Al Jaber Al Sabah», note le communiqué. Pour sa part, Cheikh Jaber Al Mubarak Al Hamad Al Sabah a souligné «le caractère exceptionnel des relations politiques algéro-koweïtiennes».

Il a, de même, «exhorté les opérateurs économiques koweïtiens à s'intéresser davantage au marché algérien, compte tenu des opportunités d'investissement dont recèle l'Algérie dans les différentes sphères de l'activité économique, et souhaite plus de contacts et d'interactions entre les hommes d'affaires des deux pays dans le but de mettre en place des partenariats diversifiés dans une relation gagnant-gagnant», souligne la même source. Il a également loué «le climat de stabilité politique dont jouit l'Algérie grâce à la clairvoyance et la vision du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, qui demeure un facteur déterminant pour le développement économique et social», ajoute le ministère dans son communiqué.

H. T.

L'inflation est à 4,2% en janvier

Légère augmentation des prix des biens alimentaires

Par S. A. Mohamed

Linflation a connu une légère baisse en janvier 2019 comparativement à décembre 2018 (4,2% contre 4,3%). Selon l'office national des statistiques (ONS) cité par l'APS, l'évolution des prix à la consommation en rythme annuel a été de 4,2% jusqu'à janvier 2019.

L'évolution des prix à la consommation en rythme annuel jusqu'à janvier 2019 est le taux d'inflation moyen annuel calculé en tenant compte des 12 mois allant de février

2018 à janvier 2019 par rapport à la période allant de février 2017 à janvier 2018. Quant à la variation mensuelle des prix à la consommation en janvier 2019, qui est l'indice brut des prix à la consommation en janvier 2019 par rapport à décembre 2018, elle a été de 0,4%. En termes de variation mensuelle et par catégorie de produits, les prix des biens alimentaires ont enregistré une hausse de 0,6% en janvier 2019 comparativement à décembre 2018. Concernant les prix des produits agricoles frais, ils ont affiché une hausse de 1%, précise l'Office. Cette

variation mensuelle est due à une augmentation des prix des fruits (+3,7%), des légumes (+2,3%), de la viande rouge (+0,4%) et du poisson (+11,5%). Par contre, des baisses ont caractérisé d'autres produits alimentaires, indique l'ONS. Il s'agit essentiellement de la viande blanche (-4,4%), des œufs (-1,9%) et de la pomme de terre (-2,4%). Pour les prix des produits alimentaires industriels (agroalimentaires), ils ont grimpé de 0,2%. Par ailleurs, en ce qui concerne les prix des produits manufacturés, ils ont connu une hausse de 0,3%, alors que ceux

des services ont connu une relative stagnation. Par groupe de biens et services, l'augmentation des prix a touché l'habillement-chaussures (+0,7%), l'éducation-culture-loisirs (+0,3%) et le groupe divers (+0,6%). Quant au reste des produits, leurs prix se sont caractérisés par une stagnation. Pour rappel, l'évolution des prix à la consommation en rythme annuel a été de 4,3% jusqu'à décembre 2018, selon toujours l'ONS. Par contre, en terme de variation mensuelle et par catégorie de produits, les prix des biens alimentaires ont reculé de 2,6% en

décembre 2018 par rapport à novembre 2018, résultant d'une décroissance des prix des produits agricoles frais (-5,2%). Cette variation baissière des prix des produits agricoles frais a été induite, principalement, par la chute des prix de la volaille (-11,6%), des fruits (-9,1%), des légumes (-14,1%) dont la pomme de terre (-5,6%). A la mi-janvier, Le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya, avait affirmé que le taux d'inflation estimé à 4,5 % restera stable durant l'année 2019.

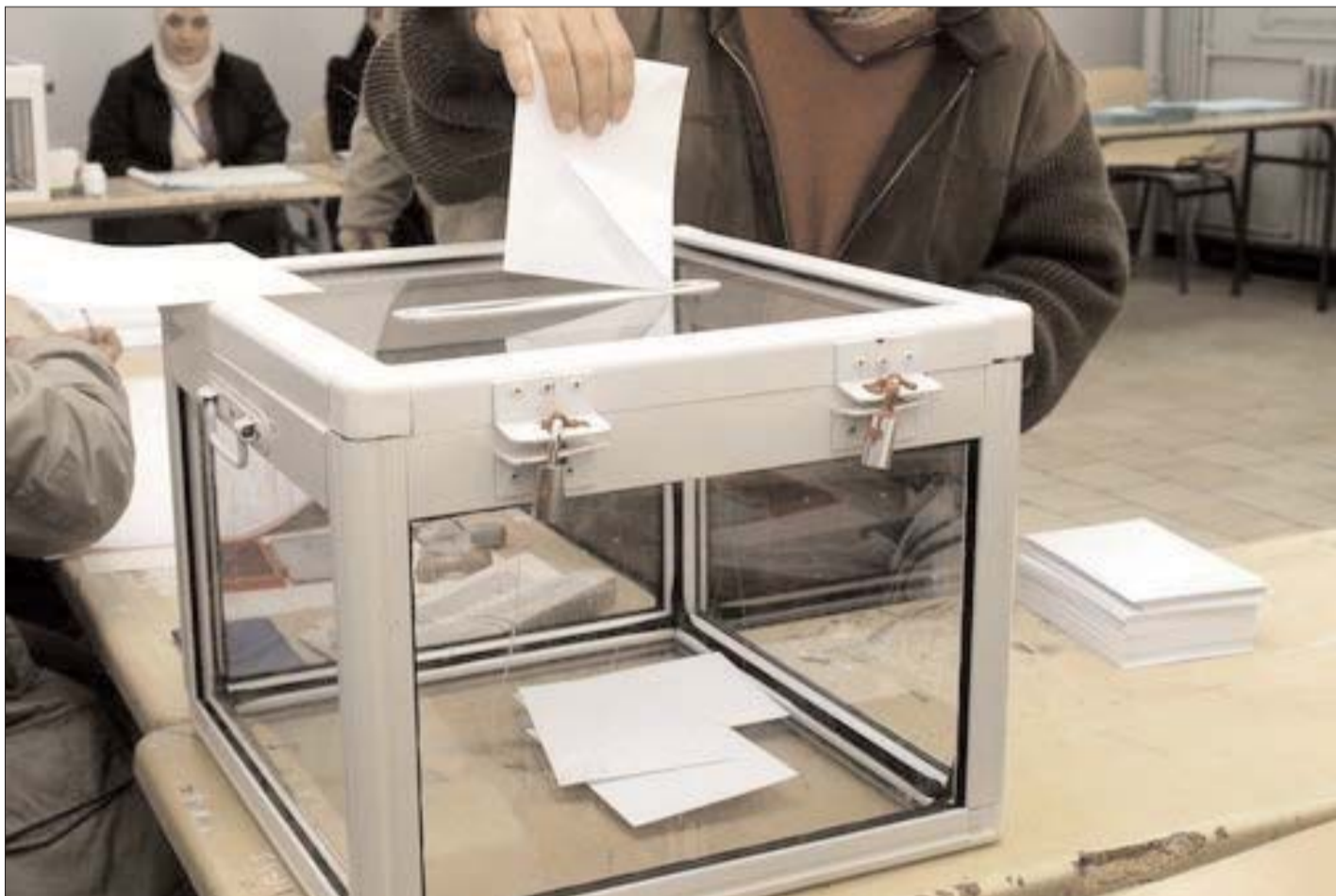
S.A.M.

ÉVÈNEMENT ▶▶

Partisans et opposants en prévision de la présidentielle

Les partis aiguisent leurs arguments

Après les marches de vendredi, l'heure est à la mobilisation pour les partis politiques et autres organisations qui soutiennent la candidature du Président Bouteflika à l'élection présidentielle.



Par Massi Salami

Cela est l'essence même du jeu démocratique, à chacun d'exprimer sa conviction et défendre ses idées tout en respectant l'Autre. La mobilisation de vendredi s'est d'ailleurs passée, globalement dans de bonnes conditions. Les marcheurs ont insisté sur le caractère pacifique de leur action afin d'éviter d'éventuels heurts avec les forces de sécurité. Et il ne reste, à présent, qu'aux partis du pouvoir d'apporter la riposte et de montrer qu'une partie de la population soutient, elle, la candidature du chef de l'Etat pour une autre mandature. Et à la fin, ce sera à l'urne de départager les deux camps en se basant sur les programmes des uns et des autres et les engagements pris pour trouver des solutions et améliorer les conditions de vie du citoyen. D'ailleurs, la manifestation de jeunes qui appelaient au changement, engage le débat

sur les mécanismes à mettre en place et le mode opératoire à adopter par les prétendants au Palais d'El Mouradia pour développer le pays sur le plan économique et permettre à l'Algérie de parvenir à la place qui lui sied, à savoir devenir un pays émergent. Dans l'immédiat, l'heure est aux réactions de la classe politique. Entre partisans et opposants, les prises de position quant à la prochaine joute électorale augurent d'une compétition serrée.

En fait, hier, Mouad Bouchareb, coordinateur de l'instance dirigeante du FLN, a déclaré depuis Oran : «Certains partis politiques et pseudos partis politiques commencent à rêver. Je leur dit : faites de beaux rêves, et bon réveil», a-t-il lancé à ses militants lors d'un meeting.

Evoquant ceux qui veulent «allumer la fitna», il enchaînera : «Cette mèche qu'ils veulent allumer est arrosée avec du sang des chouhada. Et le sang des chouhada ne prend pas

feu», affirme Bouchareb.

De son côté, le président du parti Tadjamou Amel Al Djazaïr (TAJ), Amar Ghoul, a affirmé, hier, que les manifestations «étaient légitimes». «En tant que politiciens, nous devons écouter ces demandes, les appels des citoyens exigeant de profondes réformes sont légitimes». Amar Ghoul a précisé que son parti est le premier à avoir appelé aux réformes profondes. Toutefois, l'orateur a appelé le peuple à se tenir loin des provocations susceptibles de «polluer» le rendez-vous électoral du 18 avril.

Talal El Houriet, de Ali Benflis, a indiqué : «Les marches qui ont eu lieu à Alger ont administré aux autorités une preuve tangible que l'on peut manifester dans la capitale sans risque pour l'ordre public, en respectant les biens et équipements privés et publics et les infrastructures, et sans qu'une tendance politique particulière puisse récupérer et orienter les mouvements de protestation».

Par ailleurs, le Mouvement de la société pour la paix (MSP) a salué, dans un communiqué publié hier sur le site du parti, «la maturité et le civisme des Algériens lors de la manifestation à laquelle ont participé toutes catégories de citoyens : jeunes, vieux, femmes et militants».

Le député et cadre du Parti des travailleurs (PT), Ramdane Tazibt a évoqué un «moment historique» et un «tournant dans la vie politique» sur sa page Facebook. «Hier, manifestations pacifiques dans tout le pays. Aspiration profonde pour le changement», a-t-il écrit. Pour El Adala de Abdallah Djaballah, le parti a apporté son soutien aux marches du 22 février et a salué la position des Algériens, leur degré de maturité et de civisme. Le parti a exprimé aussi son rejet de la violence et de tous les moyens de pression et son soutien au peuple dans sa lutte pour un Etat de droit.

M. S.

Selon Laskri

Le FFS continue de militer en faveur du changement

Le coordinateur de l'instance présidentielle du Front des forces socialistes (FFS), Ali Laskri, a affirmé, hier à Oum El Bouaghi, que sa formation politique «continue de militer selon les principes démocratiques en faveur du changement».

Devant les militants et sympathisants de sa formation politique rassemblés à la Maison de la culture Nouar Boubaker' M.

Laskri a assuré «continuer à militer pour le changement par le peuple et pour une alternative pacifique, démocratique et sociale».

«Nous sommes nationalistes et nous militons jusqu'à la consécration de la paix sociale et la cohésion en s'éloignant de la violence et en recherchant une solution politique démocratique aux problèmes du pays». Il a également plaidé pour «un Etat de droit et des libertés pour recouvrer la

confiance du peuple et lui garantir ses droits pour que les jeunes, notamment renoncent à l'idée de quitter le pays».

Sur le volet économique, le responsable du FFS a estimé que «l'Algérie possède les capacités et les richesses lui permettant de devenir un pays exportateur de divers produits et se hisser au rang des pays économiquement développés».

H. L.

Présidence

Bouteflika signe cinq décrets présidentiels de coopération avec plusieurs pays

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a signé cinq décrets présidentiels portant ratification d'accords de coopération, de convention et de memorandum d'entente avec plusieurs pays et ce, conformément à l'article 91-9 de la Constitution, indique samedi un communiqué de la Présidence de la République.

Il s'agit de la convention relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre le gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et la Fédération de Russie, signée à Alger le 10 octobre 2017.

Il s'agit également de l'accord entre le gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le gouvernement de la République du Mali dans le domaine de la santé vétérinaire, signé à Bamako le 3 novembre 2016.

L'autre décret présidentiel signé par le Président Bouteflika concerne la ratification de l'accord de coopération technique dans le domaine des ressources en eau entre le gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le gouvernement de la République du Mali, signé à Bamako le 3 novembre 2016.

Le chef de l'Etat a signé également le décret présidentiel portant ratification de l'accord de coopération dans le domaine de la recherche géologique et minière entre le gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le gouvernement de la République du Mali, signé à Bamako le 3 novembre 2016.

Le Président de la République a signé, en outre, le décret présidentiel portant ratification du memorandum d'entente entre le gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le gouvernement de la République de Namibie relatif à l'exemption réciproque de visas pour les titulaires de passeports diplomatiques ou de service, signé à Alger le 24 octobre 2017.

H. L.

Manifestations de vendredi

Interpellation de 41 personnes

Les services de la Sûreté nationale ont procédé à l'interpellation de 41 personnes durant les manifestations qui se sont déroulées vendredi, indique un communiqué de la direction générale de la Sûreté nationale (Dgsn).

«Les services de la Dgsn ont procédé ce jour, vendredi 22 février 2019, à l'interpellation de 41 personnes pour troubles à l'ordre public, actes de vandalisme, dégradation des biens, violence et voies de fait», a précisé la Dgsn dans son communiqué.

R. N.

Politique de raffinage et prix des carburants

Bientôt l'autosuffisance et... l'exportation

L'inauguration, la semaine dernière, de la raffinerie d'Alger (Baraki), après de grands travaux de réhabilitation qui ont duré trois ans et ont coûté la somme de 45 milliards de dinars, s'inscrit dans la grande ambition de relancer l'industrie pétrochimique, sous toutes ses déclinaisons, et, plus précisément, de renforcer la capacité nationale de raffinage destinée à la production de carburants.



Par Saïd Taferka

C'est la société nationale Sonatrach et le groupe chinois Cpecc qui ont réalisé les travaux de réhabilitation de cette raffinerie dont la construction remonte à 1964, dotée d'une capacité de raffinage de 3,645 tonnes/an. Pour les deux prochaines années, il est aussi prévu la livraison de deux raffineries, une à Tiaret et l'autre à Hassi Messaoud, d'une capacité de raffinage de 5 millions de tonnes par an chacune.

Les capacités nationales de raffinage sont portées à 31 millions de tonnes, après être figées dans 27 millions de tonnes jusqu'à la fin 2018. Le ministre de l'Energie, Mustapha Guitouni, a déclaré, en 2017, qu'après la livraison des unités de Tiaret et Hassi Messaoud, ainsi que celles de Biskra et Arzew, les capacités globales de raffinage seront portées à 45 millions/an de tonnes d'ici à 2021.

Le ministre a précisé, que la capacité de consommation passera de 7 000 m³ à 2 millions de m³ en 2020, ajoutant que, «à partir de 2021, l'Algérie ne doit plus importer les essences et autres produits lourds», et annonçant que notre pays pourra, au contraire, passer à la phase d'exportation de produits raffinés, et plus spécialement les carburants. Guitouni a estimé que «l'augmentation de 30% en essences et gaz permettra de réduire les importations qui coûtent plusieurs milliards de dollars chaque année». En effet, l'importation des carburants avait même atteint 3 milliards de dollars/an pendant la période 2010-2014. En 2017, le montant des importations était de 1,583 milliards de dollars.

Afin de répondre aux besoins nationaux en consommation de carburant, allant toujours crescendo, avec un parc qui dépasse 6 millions de véhicules - en plus de la consommation par les avions et les trains, ainsi que par certaines autres industries - «le secteur de l'énergie a tracé un programme ambitieux visant essentiellement à réhabiliter et à moderniser les raffineries en service et augmenter les capacités de production», explique le ministre. Le programme en question vise également à «améliorer la qualité des produits pétroliers conformément aux normes internationales et à réaliser de nouvelles raffineries», précisant que «le programme des nouvelles raffineries a été élaboré sur la base de plusieurs données et considérations économiques et stratégiques, dont, notamment la disponibilité de ressources pour approvisionner la raffinerie en brut à long terme et des infrastructures nécessaires pour assurer le transport des

produits raffinés sur le marché national et leur exportation». La programmation des nouvelles unités de raffinage ont pris en compte, selon le premier responsable de l'énergie, «les risques sismiques par rapport à la nature du sol et à la disponibilité de l'eau, ainsi que le nombre des raffineries devant être réalisées et les sites appropriés pour leur réalisation».

Outre le programme d'extension des capacités nationale de raffinage, avec la construction de nouvelles unités ou la réhabilitation d'anciennes usines, Sonatrach a aussi procédé, l'année dernière, à l'acquisition d'une raffinerie à l'étranger. Il s'agit de la raffinerie d'Augusta, en Sicile (Italie), avec trois terminaux pétroliers et leurs réseaux d'oléoducs (Augusta, Naples et Palerme), acquis auprès de Esso Italiana (filiale d'ExxonMobil).

Les investissements dans le domaine des hydrocarbures ont subi de plein fouet, entre 2014 et 2016, les effets de la récession économique mondiale, laquelle avait entraîné la contraction de la demande en énergie. Les cours ne se sont relativement relevés à partir de 2017, qu'après la réunion des pays Opep/non Opep d'Alger en septembre 2016. C'est suite à cette «éclaircie» dans le marché des hydrocarbures que l'Algérie a pris la décision de programmer la réalisation de deux raffineries - une à Tiaret et une autre à Hassi Messaoud - et, par la suite, l'acquisition de la raffinerie d'Augusta.

L'Algérie passera au statut d'exportateur

En septembre dernier, le ministre de l'Energie a déclaré que, à l'horizon 2023, l'Algérie pourra vendre à l'étranger 35% de la production du carburant local vers les pays africains. Il estime qu'avec tous les efforts consentis dans les investissements en raffinage (extension et réhabilitation des unités), notre pays «se dirige vers l'autosuffisance en carburant».

Notons que la consommation nationale en carburants - toutes catégories confondues - atteint le seuil de 15 millions de tonnes de carburants/an, pour un parc auto toujours en hausse. La demande moyenne en carburants augmente de 7% par an au cours des 10 dernières années.

Malgré l'importance de la consommation dont une partie se justifie par la modicité des prix à la pompe jusqu'en 2016 -, le gouvernement ne s'est résolu à l'augmentation des prix des carburants qu'après que la crise des recettes extérieures eut commencé à produire ses premiers effets, lourds à supporter par le budget de l'Etat. Car l'Etat supporte une

bonne partie du prix du litre d'essence ou de fuel livré au consommateur. La levée des subventions ne pouvait pas relever d'un coup de prestidigitation. Il fallait procéder progressivement, par étape. Ce qui fut fait (entre 2016 et 2018). Mais, cela - au-delà de la rationalisation de la consommation visée par la mesure des pouvoirs publics - n'a pas manqué d'impacter négativement le secteur du transport et même les produits de consommation quotidienne, sachant que, parfois, la rubrique «transport» représente une part importante de la structure des prix. Mais, imparablement, et face à l'impasse devant laquelle se trouvait le gouvernement, ce qui devait arriver arriva. Sans doute que les réajustements ne sont pas encore terminés, sachant que le prix des carburants continue à bénéficier des subventions de l'Etat.

Les réajustements font partie des réformes devant toucher le système de subventions, avec l'objectif de procéder au ciblage des catégories de la population à aider. S'agissant des carburants, de l'électricité et de l'eau, ce fut un «tabou» qu'il ne convenait pas, dans la période d'aisance financière qu'a vécue le pays pendant plus de 10 ans, d'aborder. Les ministres en charge de ces secteurs soutenaient, mordicus, jusqu'à 2016, que l'on ne toucherait pas au prix de l'électricité, des carburants et de l'eau. Mieux encore, au début des soulèvements ayant eu lieu dans les pays touchés par le «Printemps arabe», le Premier ministre d'alors, Ahmed Ouyahia, jugea que «la paix sociale n'a pas de prix», en faisant allusion au front social qu'il ne fallait pas «provoquer» par des augmentations de prix.

Avec la nouvelle conjoncture financière du pays, faite d'une contraction des recettes extérieures qui se poursuit depuis une année, il semble que ce prix soit négociable, modulable; faute de quoi, ironie de l'histoire, c'est cette même paix sociale qui serait menacée par une politique de l'autruche faite de populisme et de démagogie qui risqueraient d'atteindre leur masse critique.

Les pouvoirs publics, explicitement ou tacitement, se sont mis à s'approprier tous les argumentaires et les «exposés des motifs» développés par ceux qui appelaient depuis longtemps à la rationalisation des dépenses publiques et au meilleur ciblage des subventions publiques. On se met à expliquer maintenant, que ces subventions ont profité à tout le monde, c'est-à-dire à personne. Les effets officiellement recherchés - à savoir assister les couches défavorisées - sont tout bonnement neutralisés. Pis encore, ils sont même à l'origine de nouvelles inégalités et de gaspillage.

Les transferts sociaux continuent de

mobiliser entre 15 et 20 milliards de dollars par an. Cela va du soutien des prix jusqu'aux réductions des impôts pour certaines entreprises investissant dans le Sud et les Hauts-Plateaux, en passant par les bonifications des crédits immobiliers dont plus de 4% d'intérêts sont pris en charge par le Trésor public.

Augmentation des prix : des impacts différenciés

S'agissant spécifiquement des carburants, l'explosion du parc automobile dans le pays a généré une consommation effrénée d'essence et de fuel. L'Algérie a été contrainte d'importer de l'étranger la part manquante aux besoins de consommation pour des montants allant de 1,5 jusqu'à 3 milliards de dollar/an. Les routes algériennes sont surchargées et les villes, même celles de modeste dimension, sont aujourd'hui asphyxiées par la circulation et polluées. Les parkings réglementaires et les places de stationnement sont devenues une denrée rare.

A cela se greffe la typologie de l'organisation de l'Etat, des institutions et de l'économie, de type hyper-centralisé, ce qui conduit les citoyens à plus de mobilité vers la capitale et les grandes villes provinciales.

Le stress et l'hécatombe des accidents sont le lot quotidien des Algériens. Certains foyers algériens possèdent jusqu'à 3 à 4 véhicules. Des affairistes arnaqueurs, à l'image de la fausse entreprise Al Waad Sadeq, ont pu investir leur charlatanisme dans le secteur de l'automobile, avec, aujourd'hui, une dette de 3 000 milliards de centimes dont est redevable son patron, aujourd'hui en prison.

Sur les grandes routes, la majorité des véhicules de tourisme ne comptent que le chauffeur. Ceux qui transportent une famille sont une minorité infime. C'est que, jusqu'à 2016, avec 300 DA de fuel, un jeune chômeur, oisif, peut prendre la voiture de son père et faire un aller-retour Alger-Tipasa sans raison pressante. Entre-temps, le service des transports publics connaît ses pires moments de désorganisation malgré la réalisation du métro d'Alger et du tramway. Acculé par le recul des recettes budgétaires, le gouvernement, qui avait manqué de sens d'anticipation et de prospective, s'est trouvé dans l'obligation d'agir dans le sens du relèvement des prix.

Dans une première mouture du projet de réajustement des prix des carburants, il était question de fixer un seuil de volume (un certain nombre de litres par mois) à partir duquel l'essence et le mazout ne seront soutenus que partiellement. C'est à peu près le même schéma que les factures d'électricité et de l'eau qui sont conçues par tranche de prix unitaire selon le volume d'utilisation. Si l'eau et l'électricité ont un compteur pour chaque abonné pour connaître ces tranches, dans le cas de la voiture, le gouvernement avait opté pour une carte magnétique, comportant le n° de série du véhicule, utilisable dans toutes les stations d'essence. Un projet pour le choix du fabricant de la puce a même été formulé, mais sans suite. Le projet sera abandonné au profit d'une augmentation uniforme des prix. Une partie des automobilistes ont choisi de procéder à la reconversion GPL de la carburantation de leurs voitures. Le rythme, de 60 000 véhicules/an, demeure encore lent, selon le ministère de l'Energie, tandis que le prix de l'installation du kit GPL est excessivement élevé, selon les consommateurs (70 000 DA). Par ailleurs, aujourd'hui, certains secteurs productifs se sentent lésés et se plaignent justement de l'uniformité du relèvement des prix des carburants. Les transporteurs publics et les agriculteurs attendent que le gouvernement se penche sur une aide spécifique portant sur le soutien au prix du fuel utilisé dans le transport en commun et par les machines agricoles (tracteurs, moissonneuses-batteuses...). **S T.**

Pétrole

Le panier de l'Opep à plus de 66 dollars le baril

Le prix du panier de 14 pétroles bruts, qui sert de référence à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), a atteint jeudi 66,50 dollars, contre 65,97 dollars le baril, mercredi dernier, a indiqué l'Organisation pétrolière sur son site Web.



Introduit en 2005, le panier de référence de pétrole brut de l'Opep (ORB) comprend actuellement le Sahara Blend (Algérie), Girassol (Angola), Djeno (Congo), Oriente (Equateur), Zafiro (Guinée Equatoriale), Rabi light (Gabon), Iran Heavy (Iran), Basra Light (Irak), Kuwait Export (Koweït), Es-Sider (Libye), Bonny Light (Nigéria), Arab Light (Arabie saoudite), Murban (Emirats arabes unis) et Mery (Venezuela).

Jeudi, les du pétrole restaient stables en cours d'échanges européens avant la publication hebdomadaire des réserves américaines, dans un marché tiré vers le haut par les baisses de production volontaires et involontaires.

Dans l'après-midi, le baril de

Brent de la mer du Nord pour livraison en avril valait 67,05 dollars à Londres, en baisse de 3 cents par rapport à la clôture de mercredi.

A New York, le baril américain de WTI pour la même échéance, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, cédait 11 cents à 57,05 dollars une heure après son ouverture.

Mercredi, les cours ont atteint leurs plus hauts en trois mois, à 67,38 dollars pour le Brent et à 57,55 dollars pour le WTI.

Les investisseurs ont été enthousiasmés par les chiffres, jugés moins fiables, de la fédération professionnelle American petroleum institute (API).

«L'API a fait état d'une hausse des stocks de brut de 1,26

million de barils, ce qui est moins que ce que le marché attendait», ont commenté des analystes.

Mais les marchés sont par ailleurs galvanisés par les baisses de production de l'Opep.

L'Opep et de ses partenaires, dont la Russie, ont annoncé début décembre qu'ils limiteraient leur production, et certains membres de l'Organisation, comme l'Arabie saoudite, font déjà encore plus d'efforts qu'ils ne l'avaient annoncé.

Si le Nigeria, premier producteur africain, n'avait pas respecté ses limitations en janvier, «son président Muhammadu Buhari a promis à un représentant saoudien que son pays respecterait l'accord», ont souligné

des analystes.

«En outre, le marché est optimiste quant à un succès des négociations commerciales entre les deux principales économies (la Chine et les Etats-Unis) et les nouvelles sanctions contre le Venezuela», a souligné un analyste pour expliquer la hausse.

L'Opep et ses partenaires tiendront une réunion les 17 et 18 avril à Vienne afin d'estimer si leur politique de réduction de la production doit être maintenue ou amendée.

Ce rendez-vous sera précédé par la treizième réunion du Comité ministériel conjoint de suivi de l'accord Opep/non-Opep (Jmmc) à Bakou (Azerbaïdjan), le 18 mars prochain.

Bilal L.

En présence du ministre Abdelkader Bouazgui

Installation du Conseil national interprofessionnel de la filière maraîchère

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdelkader Bouazgui, a présidé, à Mostaganem, l'installation du Conseil national interprofessionnel de la filière maraîchère.

Lors de la cérémonie d'installation, M. Bouazgui a indiqué que la structuration du secteur agricole a permis, à ce jour, d'installer 572 conseils de wilayas interprofessionnels de différentes filières agricoles, signalant que son département ministériel a procédé à l'installation de 20 conseils nationaux interprofessionnels de l'agriculture.

«Cette opération intervient suite aux instructions du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, qui avait affirmé, lors des assises nationales sur l'agriculture, que le secteur a besoin de structuration et d'organisation qui permettent la modernisation de l'agriculture et sa promotion en tant qu'alternative aux hydrocarbures», a souligné le ministre, soutenant que la structuration de

l'agriculture permettra la création d'un cadre propice pour améliorer la production.

Abdelkader Bouazgui a exhorté le Conseil national interprofessionnel de la filière maraîchère à s'engager à cesser l'importation des semences dans les délais impartis afin de maîtriser le produit dans tout le processus technique, à augmenter les opérations d'exportation et à développer les industries agroalimentaires et de transformation. «Nous importons 25% (entre 115 000 et 120 000 tonnes) de nos besoins nationaux en semences de pomme de terre et nous comptons mettre fin à l'importation de ces semences dans trois ans et finir aussi avec l'importation des semences d'autres produits maraîchers», a-t-il déclaré dans ce sens.

Pour sa part, le président du Conseil national interprofessionnel de la filière maraîchère, Bachir Naga Abdelkader, a affirmé que cet organisme constituera un espace de concertation et de dialogue entre différents intervenants, déclarant : «Nous nous enga-

geons d'accompagner les producteurs et prendre en charge leurs préoccupations».

M. Bachir Naga a souligné que le Conseil ouvrira à développer cette filière en augmentant la superficie agricole, adoptant les techniques modernes, développant les industries de transformation, améliorant la qualité du produit, l'adaptant aux normes et l'orientant vers les marchés étrangers.

Ce conseil aura un rôle de créer un espace d'information et de concertation avec les pouvoirs publics par la revue *Khoudraouate bladi* (Maraîchers de mon pays) dont le premier numéro a été publié, ainsi que des espaces électroniques qui renforceront la communication et une banque de données nationale sur le maraîchage.

Lors de la cérémonie d'installation, une convention de coopération a été signée entre le Conseil national interprofessionnel de la filière maraîchère et la Caisse nationale de mutualité agricole (Cnma).

B. T.

Commerce

Ouverture d'un marché de gros des fruits et légumes à Ain Defla

Un nouveau marché de gros des fruits et légumes a été ouvert samedi dans la commune de Bourached (Ain Defla), a indiqué le ministère du Commerce dans un communiqué.

«Dans le cadre de la mise en oeuvre du programme du ministère du Commerce ayant trait à l'organisation et à la régulation du marché en produits de large consommation, il est porté à la connaissance des opérateurs économiques, intervenant dans les opérations d'approvisionnement des marchés des fruits et légumes, de l'ouverture du nouveau marché de gros des fruits et légumes de Bourached (wilaya de Ain Defla) le samedi 23 février», note le communiqué.

Réalisé conformément aux normes internationales, cet espace commercial dispose de 196 locaux commerciaux et de toutes les installations nécessaires pour assurer la bonne gestion de ce marché (cafétéria, restaurant, hôtel, banque, agences d'assurance...), précise le ministère.

A ce titre, le ministère du Commerce invite tous les acteurs intervenant dans la filière des fruits et légumes «à se rapprocher du nouveau marché de Bourached pour s'approvisionner en divers produits agricoles où toutes les conditions ont été réunies pour assurer la réussite de cet espace commercial», ajoute la même source.

L'inauguration de ce marché intervient après celui de Sétif, entré en activité en octobre 2018, et s'inscrit dans la dynamique du ministère visant à mettre en service six autres marchés de gros de fruits et légumes à travers le territoire national.

R. A.

Exploration de pétrole en Afrique de l'Ouest Sasol envisage d'acquérir de grandes superficies

La compagnie pétrochimique sud-africaine Sasol a annoncé son intention d'acquérir de grandes superficies d'exploration pétrolière en Afrique de l'Ouest au cours des prochaines années, a indiqué un communiqué de la société.

Les seules participations en amont de Sasol, en dehors de l'Afrique du Sud, sont situées au Mozambique et au Gabon. Elle participe à un projet en aval au Nigeria.

Sasol est l'une des 16 compagnies d'exploration qui ont soumis un dossier dans le cadre du dernier appel d'offres de blocs pétroliers du Ghana. Et ses ambitions vont au-delà.

«Nous possédons une solide connaissance des bassins d'exploration en Afrique de l'Ouest et nous nous appuyons sur nos relations, nos ressources et nos capacités existantes sur le continent», a expliqué le communiqué. Et d'ajouter que la compagnie a identifié des cibles d'acquisition et évalué les risques, tant à terre qu'en offshore.

Son modèle de développement consiste à acquérir de nouveaux actifs de production avec une marge de manœuvre pour l'exploration, investir dans la première partie du cycle de vie des périmètres et monétiser les actifs par une gestion active.

R. N.

Venezuela

Deux morts à la frontière avec le Brésil, Guaido en Colombie

Des soldats vénézuéliens ont ouvert le feu et tué deux personnes près de la frontière brésilienne, dans le village de Kumarakapay, ont annoncé des dirigeants de la communauté indigène locale, alors que le chef de l'opposition, Juan Guaido, s'est rendu à un concert caritatif en Colombie où est stockée depuis plusieurs jours l'aide humanitaire.



Craignant que les militaires ne cherchent à empêcher l'entrée de l'aide étrangère au Venezuela, comme l'a ordonné le président Nicolas Maduro, la population a tenté de bloquer un convoi militaire qui se dirigeait vers la frontière.

Dans le village, les soldats ont ouvert le feu et tué un couple, ont précisé deux chefs

locaux, Richard Fernandez et Ricardo Delgado. Il y a eu une quinzaine de blessés, dont la moitié ont été hospitalisés.

Dénonçant ce «crime» sur Twitter, Juan Guaido, qui s'est proclamé en janvier président par intérim, a appelé les militaires à «choisir leur camp en ces heures décisives».

«Entre aujourd'hui et demain, vous devrez décider comment on parlera plus tard

de vous», a-t-il écrit à l'adresse des soldats. Le président Maduro a annoncé jeudi soir la fermeture de la frontière avec le Brésil. Vendredi soir, les autorités vénézuéliennes ont fermé le poste-frontière qui relie Tachira à la ville de Cucuta en Colombie, où Juan Guaido s'est rendu pour accompagner, ce week-end, un convoi d'aide humanitaire bloqué depuis plusieurs jours.

Juan Guaido s'est rendu au Venezuela Aid Live, un concert caritatif organisé à Cucuta par le milliardaire Richard Branson, qui a rassemblé quelque 200 000 personnes, selon les organisateurs. Des spectateurs vénézuéliens et colombiens, certains en pleurs, brandissaient des drapeaux et scandaient «liberté».

En plus de l'aide étrangère stockée à Cucuta, Guaido s'est engagé à faire parvenir des cargaisons d'aide humanitaire samedi depuis la ville brésilienne de Boa Vista et l'île caribéenne néerlandaise de Curaçao. «Le peuple du Venezuela ne mendie pas, il résiste à une dictature, à l'assaut de l'oppression», a déclaré Guaido en conférence de presse après le concert. «Demain, tout le monde sera dans la rue pour demander l'entrée de l'aide humanitaire, en remerciant le monde entier pour cette alliance sans précédent».

L'apparition de Juan Guaido au concert, auprès du président colombien, Ivan Duque, constitue un défi de taille envers le président Maduro, puisque la Cour suprême, favorable au gouvernement, lui avait interdit de voyager à l'étranger.

Reuters

Faute de biodiversité

La FAO met en garde contre le risque de pénurie alimentaire

L'Organisation de l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a mis en garde, dans un rapport publié vendredi, contre le risque de pénurie alimentaire en raison de la diminution drastique de la biodiversité dans l'agriculture et l'alimentation.

Le rapport «présente des preuves toujours plus nombreuses que la biodiversité qui est à la base de nos systèmes d'alimentation, à tous les niveaux, est en baisse à travers le monde».

«Des myriades d'organismes qui sont aussi à la base de la production agricole, comme certains insectes, voire micro-organismes, participent à cette biodiversité mais sont menacés. Tous les jours des

espèces ou des plantes, qui ne pourront jamais être retrouvées, disparaissent», avertit ce rapport.

Or, les productions agricoles qui manquent de diversité dans les cultures sont «beaucoup plus vulnérables à des chocs comme des maladies ou des parasites que celles reposant sur davantage de biodiversité», assure la FAO.

Les pratiques agricoles visant à favoriser la biodiversité ont certes progressé, mais «il reste encore beaucoup à faire», selon la FAO, qui appelle les gouvernements à se saisir du problème.

L'organisation des Nations unies prend plusieurs exemples pour illustrer l'importance de cette biodiversité des espèces et

des cultures.

L'humanité cultive environ 6 000 plantes pour se nourrir, mais en réalité, seules 200 d'entre elles contribuent à remplir son assiette et neuf seulement représentent 66% de toutes les récoltes dans le monde.

L'organisation internationale souligne aussi que 75% des récoltes dans le monde dépendent de la pollinisation au moment où les colonies d'abeilles se font, par exemple, de plus en plus rares. Géographiquement, c'est en Amérique latine et dans les Caraïbes que la biodiversité, très riche, est aussi la plus menacée, relève encore ce rapport.

H. F.

Durant l'année dernière

La Grèce a accueilli plus de 30 millions de touristes

La Grèce a accueilli 30,1 millions de touristes en 2018, soit une hausse de 10,8% par rapport à l'année 2017, selon des données fournies par la Banque centrale de Grèce (BoG).

Les revenus générés par le tourisme ont augmenté de 10,1% par rapport à 2017, atteignant 16,1 milliards d'euros (18,2 milliards de dollars américains). Cette hausse est

principalement liée à une hausse de 11,9% des revenus apportés par les touristes de l'Union européenne (UE), qui se sont élevés à 11 milliards d'euros, ainsi qu'à une hausse de 7,3% des revenus apportés par les touristes non membres de l'UE, qui se sont élevés à 4,7 milliards d'euros.

La BoG a fait savoir que les touristes en provenance des 28 pays de l'UE avaient repré-

senté 21,4 millions de visites - soit 15,1% de plus qu'en 2017 - tandis que ceux des pays non membres de l'UE n'avaient été que 8,7 millions, soit une hausse de 1,3% seulement.

Le nombre de touristes allemands a augmenté de 18,2%, atteignant les 4,4 millions. Les touristes français ont augmenté de 7,3%, soit 1,5 million de visiteurs.

Pour ce qui est des touristes britanniques, leur nombre a baissé de 2%, tombant à 2,9 millions en 2018. Les chiffres du tourisme en provenance de Russie ont également baissé, avec seulement 520 000 touristes, soit une diminution de 11,6%. Quant aux touristes américains, ils ont été 1,097 million en 2018, soit une hausse de 26,9%.

H. L.

Mexique

Les vols de carburant en chute

Le gouvernement mexicain a annoncé jeudi que les vols de carburant dans le pays avaient baissé de 72% depuis le lancement à la fin 2018 d'un vaste plan national de lutte contre ce fléau qui fait perdre quelque 3 milliards de dollars chaque année à l'Etat. «Nous sommes parvenus à diminuer considérablement les vols de combustible. Si nous continuons à ce rythme, nous pouvons économiser près de 50 milliard de pesos (2,5 millions de dollars)», a déclaré le président mexicain, Andrés Manuel Lopez Obrador, lors d'une conférence de presse.

Selon Octavio Romero, directeur de la compagnie pétrolière publique Pemex, 7,8 milliards de pesos (404 millions de dollars) ont été économisés entre le 21 décembre, lorsque le plan de lutte a été lancé, le 19 février.

Il a également précisé que l'approvisionnement était revenu à la normale, après des pénuries constatées dans plusieurs Etats au moment du lancement de ce plan par le gouvernement, qui avait, notamment fermé plusieurs oléoducs pour stopper les vols.

Le 18 janvier, l'explosion d'un oléoduc perforé par des voleurs de carburant, dans le centre du Mexique, avait fait 132 morts. La fuite avait attiré quelques centaines d'habitants, dont des familles entières, venus récupérer du carburant.

Quelque 21 600 militaires ont été déployés pour protéger les oléoducs et installations de Pemex, ainsi que les camions-citernes assurant le transport de carburant. Plus de 1 700 robinets clandestins ont été également identifiés, permettant la récupération de 1,1 million de litres de carburant, selon un rapport militaire.

Une centaine de personnes a été arrêtée dans le cadre de plusieurs enquêtes, 226 comptes bancaires bloqués et 17 plaintes déposées pour blanchiment d'argent.

S. M.

Parlement L'Italie veut permettre aux citoyens de proposer des lois

La Chambre des députés italiens, dominée par les populistes du Mouvement 5 Etoiles (M5S) et de la Ligue (extrême droite) a adopté jeudi un texte permettant aux citoyens de proposer des lois, une possibilité qui n'existe pas aujourd'hui.

Le texte adopté prévoit qu'un projet de loi découlant d'une initiative citoyenne et ayant recueilli au moins 500 000 signatures doit être approuvé dans les 18 mois par le Parlement qui ne peut pas y apporter des modifications substantielles.

Si le Parlement ne l'adopte pas dans ces délais ou s'il le modifie en profondeur, un référendum «propositif» est alors organisé.

La loi est considérée comme adoptée dans sa forme originelle si plus de 25% des électeurs ont voté et si le «oui» l'emporte lors de ce référendum.

A l'heure actuelle, la Constitution italienne ne prévoit qu'un référendum abrogatif, visant à supprimer des lois, entièrement ou en partie, et le quorum est fixé à 50% plus un des électeurs.

Ce projet de loi, qui modifie deux articles de la Constitution, doit pour cette raison encore passer l'examen du Sénat, puis retourner à la Chambre des députés et de nouveau au Sénat.

Toutes les modifications de la Constitution italienne exigent une double approbation des deux chambres du Parlement.

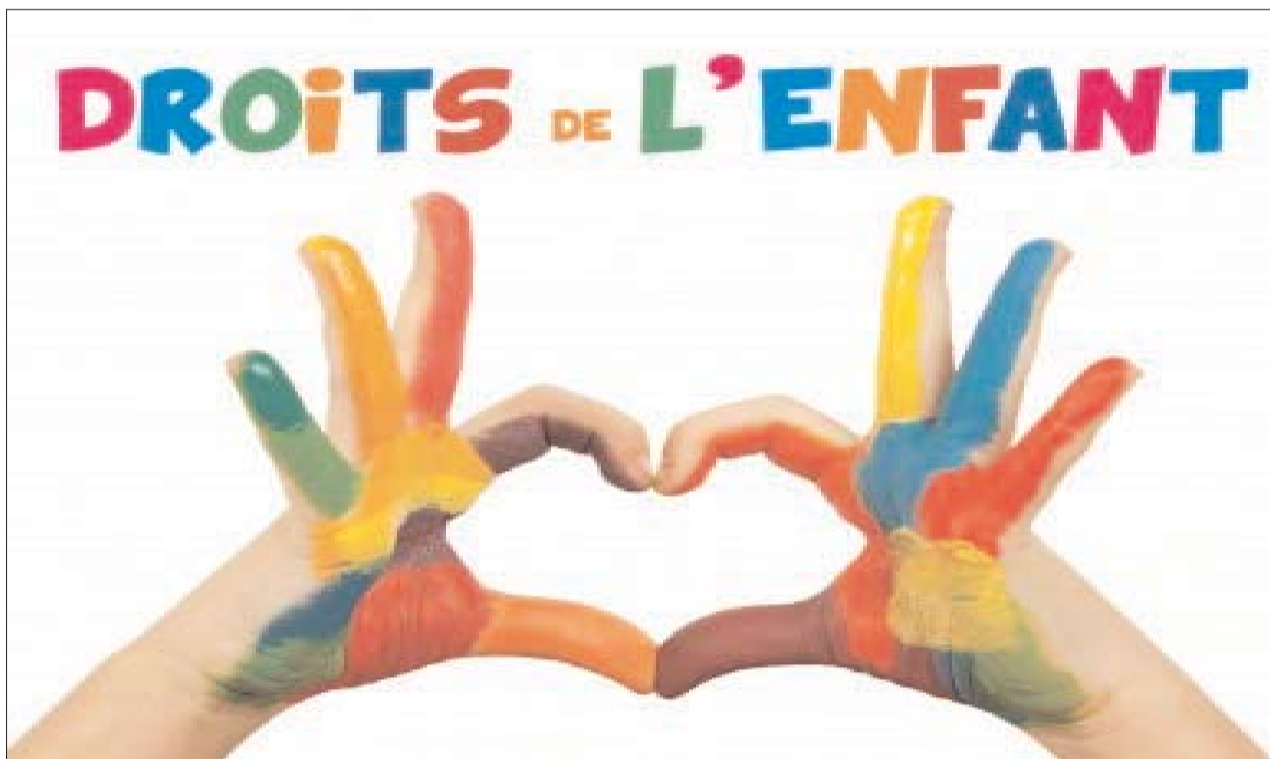
Cette idée de loi d'initiative citoyenne, ou référendum «propositif» comme il a été baptisé en Italie, est un cheval de bataille du M5S qui a fait de la démocratie directe et de l'implication des citoyens dans le processus décisionnel, une de ses priorités lors de la dernière campagne électorale.

H. T.

Droits de l'enfant

«Le signalement de toute atteinte permet une meilleure lutte contre le phénomène»

La déléguée nationale à la protection de l'enfance, Meriem Chorfi, a indiqué, jeudi à Constantine, que «le signalement de cas d'atteinte aux droits de l'enfant permet une meilleure lutte contre ce phénomène».



S'exprimant en marge d'une visite de travail dans cette wilaya, Mme Chorfi qui a mis en avant l'apport de la communication dans la préservation des droits des enfants a fait part de l'organisation de sessions de formation sur «l'acquisition de compétences de dialogue avec l'enfant pour une meilleure prise en charge de cette frange (l'enfance) dans le cadre, a-t-elle soutenu, «d'un plan d'action impliquant tous les intervenants, y compris les enfants».

«La communication constitue un outil de défense pour l'enfant qu'il faut cultiver et développer au sein de la famille, à l'école, et dans la société», a consi-

déré la même cadre qui a indiqué que la protection des enfants était une «responsabilité collective».

A ce titre, la responsable qui a rappelé l'importance du numéro vert 1111 dans la lutte contre les dangers menaçant l'enfance en Algérie, a fait part, de 768 signalements de cas d'atteinte aux droits de l'enfant ont été enregistrés par ses services en 2018, via le numéro 1111 et 100 autres signalements depuis le début de l'année en cours.

Elle a déclaré, dans ce sens, que l'Organe national de protection et de promotion de l'enfance (Onppe), oeuvre dans le cadre de son plan d'action pour l'exercice 2019 à «renforcer la mission des cellules d'écoute avec une nouvelle

grille horaire, allant au-delà de 18h30, actuellement applicable».

La loi algérienne est «pilote» en matière de protection des enfants, a souligné Mme Chorfi, estimant que l'Algérie a réalisé de «grands acquis législatifs et juridiques au profit de l'enfant» à travers, entre autres, la loi 15-12 du 15 juillet 2015 relative à la protection de l'enfant et l'amendement constitutionnel consacrant les droits de l'enfant en renforçant l'aspect préventif et de protection de cette frange vulnérable.

Saluant les efforts déployés par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, dans le domaine de protection de l'enfance, Mme Chorfi a précisé que

les atteintes aux droits des enfants émanant de leur milieu intérieur (la famille) étaient les plus «durs et les plus difficiles à déceler».

Elle a, dans ce sens, ajouté que la législation algérienne a prévu des mesures coactives et répressives et également des mesures palliatives en optant pour «la famille adoptive ou d'accueil».

La déléguée nationale à la protection de l'enfance, qui a eu à visiter plusieurs structures de l'enfance, l'établissement de l'enfance assistée d'El Mansourah, le service de pédiatrie de Sidi Mabrouk dans la ville de Constantine, notamment a été l'invitée d'une émission radiophonique de la radio de Constantine.

Reda A.

Campagne de sensibilisation sur les dangers de la mauvaise utilisation d'Internet

La déléguée nationale à la protection de l'enfance, Meriem Chorfi, a annoncé jeudi depuis Constantine l'organisation, durant l'année 2019, «d'intenses campagnes de sensibilisation» en direction des enfants en vue de les protéger des dangers de la mauvaise utilisation de l'Internet.

S'exprimant en marge d'une visite de travail dans cette wilaya, la même responsable a précisé que ces campagnes de sensibilisations seront organisées en collaboration avec le ministère de la Poste, des Télécommunications, des Technologies et du Numérique et cibleront en particulier «les catégories les plus jeunes de la société».

Attestant que l'enfant ne doit pas évoluer en marge des «avancées technologiques» réalisées dans le domaine des télécommunications, Mme Chorfi a cependant indiqué, que l'utilisation des supports modernes de communication doit être «contrôlée et structurée» pour éviter tout éventuel risque ou danger menaçant les jeunes utilisateurs.

Dans ce sens, Mme Chorfi qui a appelé les parents à être «vigilants» a réitéré l'engagement de l'État à protéger l'enfance en adoptant des mesures législatives, organisationnelles et sécuritaires pour une enfance «épanouie et équilibrée».

S'agissant du travail des enfants, la même responsable a indiqué que ce phénomène ne dépasse pas le taux de

0,5%, ajoutant que les efforts se poursuivent pour venir à bout de la question de l'exploitation économique des enfants. La déléguée nationale à la protection de l'enfance a insisté sur le rôle de la société civile et des médias dans l'accompagnement des efforts de protection de l'enfance menés par les pouvoirs publics.

La déléguée nationale à la protection de l'enfance, qui a eu à visiter plusieurs structures de l'enfance, l'établissement de l'enfance assistée d'El Mansourah, le service de pédiatrie de Sidi Mabrouk dans la ville de Constantine, notamment a été l'invitée d'une émission radiophonique de la radio de Constantine.

H. T.

Guelma

Lancement de travaux de réalisation de stades de proximité

Les travaux de 151 stades en pelouse synthétique de proximité et homologués, inscrit dans le programme des services de la wilaya de Guelma ont été lancés à travers les 34 communes de cette wilaya.

La majorité des chantiers de ces stades de proximité ont été lancés pour un délai de réalisation de 45 jours a précisé, mercredi à l'APS, le chef de l'exécutif local, en marge du coup d'envoi des chantiers de quatre stades de proximité, détaillant que les derniers 27 projets du genre sont actuellement en «phase de lancement des appels d'offres».

M. Kamel Abla, a expliqué que la réalisation de ces nouvelles infrastructures permettra de renforcer les espaces destinés aux jeunes dans cette wilaya, rappelant que Guelma ne dispose que de six stades homologués pour accueillir les compétitions officielles, implantés dans les communes de Guelma, Bouchegouf, Oued Zenati et Héliopolis.

Il a détaillé que 17 stades de l'ensemble de 151 répartis sur les 10 daïras de Guelma peuvent accueillir des matchs officiels, ajoutant que le reste sont des stades de proximité de 45 mètres de longueur et de diverses largeurs, avec une moyenne de 2 à 12 stades par commune.

La même source a ajouté que le financement de ces projets «importants» pour la jeunesse est assuré sur budget de la wilaya et du Fonds de garantie et de la solidarité des collectivités locales ainsi que dans le cadre des plans communaux du développement (PCD).

Quant aux projets de réalisation des stades de proximité au chef-lieu de wilaya, M. Abla a relevé que ces projets seront concrétisés dans les quartiers Touahri Ahmed, Ben Souileh, 19 juin ainsi que la cité des 1 000 lots, soulignant que le coût de réalisation de chaque infrastructure est estimé entre 4 et 6 millions de DA.

G. L.

Salon de l'étudiant et des nouvelles perspectives Khotwa

Une grande affluence du public à Ouargla

Une grande affluence du public, en particulier des jeunes et des étudiants, a été enregistrée à la 7^{ème} édition du Salon de l'étudiant et des nouvelles perspectives Khotwa, à l'occasion de son escale jeudi à l'Université Kasdi Merbah de Ouargla (Ukmo).

Cette manifestation juvénile, qu'a abritée le pôle N-3 à l'Ukmo, en présence d'une cinquantaine d'exposants, dont des instituts et des écoles supérieures de formation, en plus de clubs universitaires, s'est déroulée sous forme d'ateliers autour de différents sujets, tels que le management, la gestion de projets associatifs, l'extraction et l'industrie, le job search et les start-up.

Elle a pour objectif d'offrir aux visiteurs, surtout les étudiants, un espace d'information et de découverte sur les choix d'études, les formations, et les opportunités à saisir pour bâtir un avenir prometteur, tout en les orientant efficacement avec un éclairage pertinent sur leurs plans de carrière et leurs projets futurs, selon les organisateurs.

Un riche programme d'activités a accompagné le Salon avec des mini-formations et des coachings offerts à titre gracieux au public, ainsi qu'une série de conférences sur diverses thématiques.

Il s'agit de «Comment éviter les commentaires négatifs», «Comment apprendre à se connaître et construire sa carrière», «Utilisation des réseaux sociaux pour avoir un impact sur la société, les expériences et les études au Canada», a-t-on signalé.

Organisé par Win advets Agency (jeune start-up de conseil en stratégie de communication et d'événementiel), en coordination avec plusieurs clubs universitaires, le Salon de l'étudiant et des nouvelles perspectives Khotwa, qui a été lancé le 19 février au Zénith Ahmed Bey (Constantine) est arrivé à l'Ukmo avant de s'installer au Palais de la culture Moufdi Zakaria (Alger) les 23 et 24 février, et poursuivra ses activités les 26 et 27 du mois courant au Centre de conventions d'Oran.

R. H.

Dispositif anti-inondations à Constantine

Calibrage "budgétivore" impacté par un incivisme préjudiciable

Les épisodes itératifs de forte pluviosité avec en toile de fond des oueds en furie et une extension des zones inondables ont incité les autorités à engager une vaste opération de calibrage "budgétivore" des cours d'eau de la wilaya de Constantine, qui reste néanmoins impactée par des actes d'incivisme préjudiciables.

Nonobstant les efforts consentis par le ministère des Ressources en eau par l'entremise d'une stratégie nationale de gestion des risques d'inondations en injectant des sommes considérables afin de nettoyer les lits des oueds, les pollueurs de tous bords ne désarment pas en se débarrassant à tire-larigot d'une «kyrielle» de déchets qui obstruent les cours d'eau et entraînent, parfois, l'irréparable.

Dès lors, des travaux consistant notamment à traiter les talus et à réaliser des berges avec des matériaux de construction divers tout au long des oueds ont été engagés aux fins de contrer les risques d'inondations.

Zakaria Sellam, chef du service assainissement à la direction des Ressources en eau (DRE) de Constantine, a estimé, dans une déclaration à l'APS, qu'un oued calibré réduit à néant les risques de crue et protège les habitations des inondations, d'où l'importance, selon lui, d'effectuer des aménagements et des travaux de calibrage des cours d'eau en tissu urbain.

Il a précisé que le calibrage des 20 cours d'eau recensés à travers le territoire de la wilaya, d'une longueur totale de 267 400 mètres linéaires (ml), nécessite un montant estimé à 24 milliards de DA, rappelant qu'environ 26 000 ml de ces Oueds ont bénéficié, jusqu'à fin 2018, de travaux de calibrage et d'aménagement des berges en béton armé.

Ces opérations ont notamment ciblé 6000 ml en tissu urbain de l'Oued Rhumel et 6500 ml de celui de Boumerzoug, lesquels s'étendent respectivement sur une longueur totale de 53 000 et 31 500 ml, en plus de l'Oued Mellah (Bencherghi) dont les 4000 ml ont été entièrement calibrés, a-t-il indiqué.

Signalant que les travaux de calibrage de l'Oued Rhumel ont été achevés «à 100%», M. Sellam a fait également savoir que l'opération de calibrage de l'Oued Ziad (Hamma Bouziane), d'une longueur totale de 6500 ml, sera lancée au cours de cette année.

Ce même cours d'eau (affluent du Rhumel) avait été à l'origine, en septembre 2018, d'importantes inondations occasionnées par des pluies diluviennes au niveau de la cité Ahmed Djebli (ex-El Kantoli), dans la commune de Hamma Bouziane, entraînant le décès de deux personnes sur la RN 27 et faisant plusieurs blessés.

Outre les fortes précipitations, l'incivisme de certains citoyens déversant des déchets inertes (gravats et autres déchets produits par l'activité du BTP) dans les oueds, est également relevé par les responsables du secteur comme un facteur aggravant des risques de crues.

Approché par l'APS, le président de



l'Assemblée populaire communale (APC) de Constantine, Nadjib Arab, a assuré que les services de la commune prennent des mesures contre les contrevenants à partir du moment où ces derniers sont surpris et identifiés, se traduisant le plus souvent par des poursuites judiciaires.

Evoquant, par ailleurs, la problématique des inondations en milieu urbain, observées après de fortes averses de pluie, M. Arab a estimé qu'un volume d'eau trop important qui s'abat sur une région en quelques minutes, peut dépasser, sur le coup, la «capacité d'absorption» des avaloirs et des regards de la ville.

La problématique des malfaçons et de l'incivisme

Du côté de la Société de l'eau et d'assainissement de Constantine (Seaco), des responsables pointent du doigt «les malfaçons» signalées parfois au niveau de certains avaloirs ou regards qui sont totalement «obstrués par des pierres et des gravats lors des travaux de construction». Etant ainsi non

conformes aux normes techniques en vigueur, ces avaloirs et regards représentent, a-t-on précisé, une «réelle problématique» à laquelle les services de la Seaco tentent de remédier progressivement en procédant au traitement des dysfonctionnements observés, ajoutant dans ce contexte que plus de 260 points noirs ont été traités en 2018.

Selon cette même source, «l'incivisme de citoyens qui jettent n'importe quoi dans les avaloirs» fait que ces dispositifs, destinés à assurer le bon écoulement et l'évacuation des eaux pluviales, ne puissent pas remplir leur rôle.

Des vérifications et des contrôles sont toutefois régulièrement opérés sur l'ensemble du réseau d'assainissement de la wilaya de Constantine, a-t-on ajouté, en vue de l'identification et l'élaboration d'un inventaire relatif aux points de dysfonctionnement visant à mettre en place un programme d'intervention efficient au niveau du réseau.

A ce titre, conformément au programme de lutte contre les crues mis en œuvre

chaque année, les services de la Seaco ont procédé au curage de 86 938 avaloirs et regards durant l'année 2018 dans le cadre de la maintenance du réseau d'assainissement à travers la wilaya, a-t-on détaillé.

Durant cette même période, les services concernés ont procédé également au curage de 13 749 mètres linéaires (ml) de caniveaux, relève-t-on, en plus de travaux de réhabilitation ayant ciblé 6 269 ml du réseau d'assainissement. Selon la même source, les équipes de la Seaco ont également opéré 5 910 interventions, durant l'exercice 2018, au niveau des points de dysfonctionnement identifiés ou signalés sur le territoire de la wilaya, et procédé au ramassage de 4 322 m³ de déchets de curage.

La Société de l'eau et d'assainissement de Constantine compte un total de 29 294 avaloirs et 17 070 regards, répartis sur un réseau d'assainissement long de 1 500 km, dont l'entretien est assuré par 17 unités d'intervention rattachées à 5 zones d'exploitation, couvrant les 12 communes de la wilaya.

R. B.

Batna

Des ruches et des équipements d'apiculture au profit d'agriculteurs

Un total de 206 agriculteurs activant dans diverses communes de la wilaya de Batna ont bénéficié de ruches et d'équipements d'apiculture, à l'initiative de la direction des services agricoles (DSA), a-t-on appris auprès de cette dernière.

La remise de ces équipements a été effectuée jeudi lors d'une cérémonie présidée par le wali de Batna, Abdelkhalek Sayouda, en marge d'une journée de vulgarisation et de sensibilisation sur l'apiculture et les produits de la ruche, tenue à l'initiative du Conseil de wilaya interprofessionnel de la filière apicole, avec la collaboration des services de la DSA et la conservation des forêts.

L'initiative intervient en application d'une décision datée du 14 avril 2018 et liée au soutien des éleveurs et des petits investisseurs agricoles, a précisé à l'APS le directeur des services agricoles Hamza Samir, rappelant que la wilaya de Batna a réalisé, l'année dernière, une production mellifère de 3.218 quintaux, avec un rendement moyen de 5 kg par ruche.

Rappelant que le nombre global des ruches, recensé durant la même période, est évalué à 73.103 dont 2.480 ruches agréées, il a relevé le «bond qualitatif» qu'a connu la filière apicole à l'échelle locale, à la faveur du soutien accordé par l'Etat pour le développement de cette filière ayant

nécessité la mobilisation, depuis l'année 2009, d'une enveloppe de 210 millions DA.

De son côté, le conservateur des forêts, Fatah Selmane, a indiqué que pas moins de 830 apiculteurs sont recensés à travers 51 localités de la wilaya et devront bénéficier de ruches pleines (peuplées) et d'équipements apicoles d'un coût total estimé à 78,8 millions DA.

L'opération de distribution, selon la même source, sera lancée en avril prochain et se poursuivra jusqu'au mois de juin 2019, où chacun de ces apiculteurs bénéficiera de 10 ruches pleines en plus d'équipements d'apiculture et d'une session de formation de 3 jours prévue à travers 6 centres de for-

mation et d'enseignement professionnels.

Les communes de Beni Fedala, d'Ouled Aouf, de Tazoult, d'Oued Taka et d'Oued El Ma sont les localités connues par une meilleure production du miel et de grandes capacités dans ce domaine, a rappelé le conservateur des forêts.

Environ 800 apiculteurs de diverses régions de la wilaya de Batna ont assisté à cette journée de sensibilisation marquée par la signature de plusieurs conventions portant formation et accompagnement des éleveurs de cette filière agricole et l'organisation d'une exposition variée liée à ce domaine.

H. T.

CONFLITS ►►

Syrie

40 camions évacuent hommes, femmes et enfants du réduit de l'EI

Plus de 40 camions transportant des hommes, mais surtout des femmes et des enfants, ont quitté l'ultime réduit du groupe Etat islamique (EI) dans l'est syrien, sous la supervision des forces arabo-kurdes qui espèrent proclamer bientôt leur victoire contre les jihadistes acculés.



Sur une position des Forces démocratiques syriennes (FDS), près de Baghouz, une équipe de l'AFP a vu passer vendredi le convoi à sa sortie de ce village, où l'EI est retranché dans une poche d'un demi-kilomètre carré.

A bord des véhicules se trouvent des femmes en niqab noir et des enfants aux vêtements couverts de poussière qui dévorent parfois un bout de pain. Le vent fait voler les cheveux des fillettes, et soulève un pan de niqab, dévoilant une robe bleue.

Des hommes ont le visage dissimulé par une écharpe, d'autres cachent leurs traits avec leurs mains devant les caméras des journalistes. Interrogé sur la situation dans la poche jihadiste, l'un d'eux lâche un laconique «pas bien».

A Baghouz, les combattants de l'EI ne tiennent plus que quelques pâtés de maisons, où ils sont retranchés dans des tunnels, au milieu d'un océan de mines.

Mais des civils y sont toujours présents, principalement des femmes et des enfants de jihadistes, que les combattants kurdes et arabes des FDS, soutenus par la coalition internationale emmenée par Washington, cherchent à faire sortir.

Adnane Afrine, un porte-parole des FDS, estime à plus de 2

000 le nombre de personnes encore dans le réduit, sans préciser la proportion de civils.

«Nous attendons la fin des évacuations de civils pour donner l'assaut», a indiqué un autre porte-parole des FDS, Mustafa Bali.

«Affamés et déshydratés»

Après une montée en puissance fulgurante en 2014, et la proclamation d'un «califat» sur les régions et les grandes villes conquises en Syrie et en Irak, l'EI a vu son territoire se réduire comme peau de chagrin.

A terme, les jihadistes et leurs proches qui refuseraient d'être évacués auront pour seul choix «la guerre ou la capitulation», a souligné M. Afrine.

Mercredi déjà, près de 3 000 personnes étaient sorties de la poche de l'EI. Elles ont été transportées vers une zone où les FDS les soumettent à des fouilles et des interrogatoires poussés, afin d'identifier les jihadistes potentiels.

La «majorité» de ces personnes étaient des étrangers, a souligné M. Bali. «Principalement des Irakiens, des nationalités issues de l'ex-bloc soviétique, en plus d'Occidentaux», a-t-il précisé. Depuis début décembre, près de 44 000 personnes, principale-

ment des familles de jihadistes, ont fui le secteur, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (Osdh).

«Plusieurs Françaises», mais aussi des femmes venues d'Australie, d'Allemagne et de Russie, se trouvent parmi ceux qui sortent, a confirmé à l'AFP, David Eubank, le chef de l'ONG américaine Free Burma Rangers qui leur apporte premiers soins et nourriture. La question des étrangers de l'EI est un casse-tête tant pour les autorités semi-autonomes kurdes, qui réclament leur rapatriement, que pour les Occidentaux, qui rechignent globalement à les reprendre.

Deux cas emblématiques illustrent la complexité du dossier : Hoda Muthana, dont la nationalité américaine est contestée par les Etats-Unis, et Shamima Begum, déchue de sa nationalité britannique par Londres.

De son côté, l'ONG Human Rights Watch (HRW) a appelé à protéger les civils ayant quitté le réduit jihadiste.

Citant des témoignages, HRW évoque des conditions de vie «terribles» ces derniers mois dans ce secteur, «un manque de nourriture et d'aide obligeant (les habitants) à manger de l'herbe et des feuilles pour survivre».

Une fois sortis de Baghouz, les civils, dont les femmes et les enfants de jihadistes, sont

conduits vers des camps de déplacés dans le nord-est du pays. Ils arrivent «affamés», «déshydratés» et «nombre d'entre eux attendent des soins médicaux urgents», selon le Comité international de secours (IRC).

Le nombre de personnes, principalement des jeunes enfants, décédées en route ou peu après leur arrivée dans le camp d'Al-Hol s'élève à 69, précise l'ONG. Les deux-tiers sont des enfants de moins d'un an, dont un bébé décédé vendredi durant le trajet de six heures.

Troupes américaines

Déclenchée en 2011, le conflit en Syrie s'est transformé en guerre complexe qui a fait plus de 360 000 morts.

Si l'EI est sur le point de perdre son ultime bastion syrien, ses jihadistes sont disséminés dans le désert central de la Badiya et mènent des attaques dans les régions des FDS.

Avec la fin du «califat», se profile à l'horizon un désengagement des quelque 2 000 soldats américains déployés en Syrie pour épauler les FDS contre les jihadistes. Ce retrait annoncé par M. Trump affaiblirait les forces kurdes, menacées par une offensive du voisin turc.

Mais Washington a annoncé jeudi le maintien «pour un certain temps» de 200 soldats, «un petit groupe de maintien de la paix», a expliqué la porte-parole de l'exécutif américain, Sarah Sanders. Le président Donald Trump a assuré vendredi que cette décision ne signifiait pas qu'il changeait d'avis. «Je ne fais pas machine arrière», a-t-il affirmé à des journalistes.

Un porte-parole du Pentagone, le lieutenant-colonel Sean Robertson, a expliqué qu'il s'agira d'une «force multinationale d'observation et de surveillance», qui sera principalement constituée de troupes alliées et qui sera déployée dans une «zone de sécurité» dans le nord-est de la Syrie.

Les autorités kurdes ont salué cette décision.

AFP

Yémen

Neuf civils tués et 13 blessés dans des attaques

Neuf civils ont été tués et treize autres blessés cette semaine dans des attaques dans des provinces de l'ouest du Yémen, a indiqué l'ONU vendredi.

Le conflit au Yémen oppose depuis 2015 des forces progouvernementales, soutenues par une coalition menée par l'Arabie Saoudite, au mouvement Ansarallah (Houthis).

Huit personnes ont péri et dix ont été blessées mardi dernier lorsqu'un obus a frappé un marché à l'ouest de la ville de Tuhayta, dans le sud de la province de Hodeida, selon un communiqué du Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (Ocha).

L'Ocha ajoute que, selon des informations non confirmées, une femme a été tuée et trois enfants blessés mercredi lorsqu'une maison a été touchée par un tir dans la province de Hajjah, plus au nord. Le communiqué n'indique pas qui est l'auteur des tirs.

«Ces attaques sont inadmissibles», a déclaré la coordinatrice humanitaire de l'ONU pour le Yémen, Lise Grande.

«Le pays vit la plus grande crise de sécurité alimentaire au monde et, malgré cela, les gens continuent à être tués. Les parties impliquées dans le conflit doivent faire tout ce qui est possible pour protéger les civils», a-t-elle dit.

L'Ocha a recensé 271 victimes civiles, dont 96 morts, au Yémen entre le 1er janvier et le 14 février.

Selon des estimations, 80% de la population yéménite, soit 24 millions de personnes, ont besoin d'une forme d'aide humanitaire ou de protection, dont 14,3 millions de manière urgente, d'après la même source.

L'ONU peine à appliquer un accord négocié en décembre en Suède sur le désengagement des belligérants à Hodeida, port de la mer Rouge essentiel à l'entrée de l'aide humanitaire dans le pays.

Le conflit au Yémen a fait quelque 10 000 morts, en majorité des civils, et plus de 60 000 blessés, selon un bilan partiel de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Des ONG estiment que le nombre de morts est largement supérieur, certaines organisations citant un bilan cinq fois supérieur.

Reda A.

Trump accepte de laisser des militaires en Syrie

Le président américain Donald Trump a finalement accepté de laisser des troupes dans le nord-est syrien, dans l'espoir de convaincre des Européens réticents de participer à une force d'observation d'un millier d'hommes pour protéger les alliés kurdes.

«Je ne fais pas machine arrière», a assuré vendredi M. Trump qui avait annoncé en décembre un retour «immédiat» des quelque 2 000 soldats américains engagés dans la lutte contre le groupe Etat islamique (EI) en Syrie.

La Maison-Blanche a indiqué jeudi soir que les Etats-Unis main-

tiendraient environ 200 soldats dans le nord-est syrien.

«Un petit groupe de maintien de la paix d'environ 200 soldats restera en Syrie pour un certain temps», a annoncé Sarah Sanders, porte-parole de l'exécutif américain, après un échange téléphonique entre Donald Trump et son homologue turc Recep Tayyip Erdogan.

Le sénateur républicain Lindsey Graham, qui s'est publiquement opposé au retrait militaire total de Syrie, s'est félicité sur la chaîne Fox News de la décision du président américain, qui a «ajusté sa politique».

«C'est un très bon plan», a dit

M. Graham, qui avait défendu cette idée ces derniers jours, notamment à la conférence sur la sécurité de Munich la semaine dernière. «Ces 200 soldats vont probablement attirer 1 000 Européens».

«Des milliers d'Européens ont été tués par des combattants de l'EI venus de Syrie en Europe», a affirmé le sénateur, exagérant largement le nombre de victimes des attentats attribués à l'EI en Europe. «Maintenant, la tâche incombe à l'Europe. 80% de l'opération devrait être européenne et peut-être 20% pour nous».

Selon les estimations du Global Terrorism Index, établi

annuellement par le centre de recherche Institute for Economics and Peace, le terrorisme a fait quelque 700 morts en Europe depuis 2014, année de l'autoproclamation par l'EI de son «califat» sur un large territoire à cheval sur la Syrie et l'Irak.

Mais M. Trump souhaite retirer les troupes américaines des théâtres extérieurs comme la Syrie et l'Afghanistan, conformément à son slogan «l'Amérique d'abord».

Le chef d'état-major américain, le général Joe Dunford, s'est déclaré convaincu que les Européens accepteraient de participer à cette force maintenant que

les Etats-Unis ont accepté de maintenir certains effectifs.

«Il n'y a aucun changement dans la campagne militaire», a-t-il précisé à la presse. «Les ressources sont ajustées parce que la menace a changé».

L'objectif est double : maintenir un effort antiterroriste pour éviter la résurgence de l'EI, passé dans la clandestinité, mais aussi ne pas abandonner à leur sort les Kurdes des Forces démocratiques syriennes (FDS) qui ont mené sur le sol syrien les combats contre l'EI, avec l'appui de la coalition, et que la Turquie menace d'attaquer.

AFP



Soudan

Béchir décrète l'état d'urgence et limoge le gouvernement

Le président soudanais Omar el-Béchir a annoncé vendredi le limogeage du gouvernement et décrété l'état d'urgence dans tout le pays, secoué depuis deux mois par des manifestations réclamant son départ.



Réagissant à ces annonces, l'Association des professionnels soudanais (APS), fer de lance du mouvement de contestation, a affirmé qu'elle continuerait à appeler à manifester jusqu'à ce que M. Béchir, au pouvoir depuis presque 30 ans, démissionne.

"Je décrète l'état d'urgence dans tout le pays pour un an", a déclaré le président soudanais, 75 ans, dans un discours télévisé à la Nation.

"J'annonce la dissolution du gouvernement aux niveaux fédéral et provincial", a ajouté l'homme fort du pays, qui compte briger un troisième mandat en 2020.

"Notre pays traverse une situation difficile et compliquée, la plus difficile de son histoire", a affirmé M. Béchir. "Les problèmes économiques doivent être traités par des gens qualifiés et à cette fin, je formerai un gouvernement composé de personnes aux qualités"

requis, a-t-il ajouté.

Cinq ministres du gouvernement sortant, dont ceux des Affaires étrangères, de la Défense et de la Justice, conserveront leur portefeuille, a annoncé quelques heures plus tard le président soudanais, qui a aussi nommé à la tête des 18 régions du pays 16 officiers de l'armée et deux responsables de la sécurité. En plein marasme économique, le Soudan est le théâtre depuis le 19 décembre de manifestations quasi quotidiennes déclenchées par la décision du gouvernement de tripler le prix du pain.

"Conspirateurs"

La contestation s'est vite transformée en un mouvement réclamant la chute du président Béchir, qui tient le pays d'une main de fer depuis 1989. Selon des experts ce mouvement son plus grand défi en trois décen-

nies. Le puissant Service national de renseignement et de la sécurité (NISS) mène la répression et a arrêté depuis décembre des centaines de manifestants, leaders de l'opposition, militants et journalistes, d'après des ONG.

Selon un bilan officiel, 31 personnes sont mortes depuis le 19 décembre. L'ONG Human Rights Watch (HRW) évoque le chiffre de 51 morts, dont des enfants et des personnels médicaux.

Le président, qui impute les violences à des "conspirateurs", avait déclaré en janvier que la seule façon de changer le pouvoir en place était de passer par les urnes.

En dépit de la répression, l'Association des professionnels soudanais, qui regroupe notamment des médecins, enseignants et ingénieurs, maintient la pression en appelant à des manifestations quotidiennes à travers le pays.

"Nous appelons notre peuple à continuer les manifestations jusqu'à ce que l'objectif principal de ce soulèvement, qui est le départ du chef du régime, soit atteint", a-t-elle indiqué dans un communiqué vendredi après le discours du président.

Jeudi encore, des manifestations ont eu lieu dans plusieurs villes du pays dont la capitale Khartoum, où des militants et membres de l'opposition soudanaise ont été arrêtés.

"Violence excessive"

L'APS avait une nouvelle fois appelé les manifestants à se diriger vers le palais pour remettre à la présidence une lettre réclamant la démission du président.

Le principal chef de l'opposition, Sadek al-Mahdi, a dit soutenir le mouvement. Dernier Premier ministre démocratiquement élu du Soudan, il avait été chassé du pouvoir par le coup d'Etat fomenté en 1989 par M. Béchir.

La répression des manifestations a suscité des critiques à l'étranger.

Un haut responsable américain a notamment prévenu mercredi que l'usage de la "violence excessive" par les forces de sécurité soudanaises pour réprimer les manifestations était inacceptable et pourrait menacer les discussions pour retirer le Soudan de la liste américaine des "Etats soutenant le terrorisme".

Les Etats-Unis ont peu à peu repris leurs relations diplomatiques avec le Soudan après des décennies de tensions. Khartoum avait notamment accueilli le chef d'Al-Qaïda Oussama ben Laden dans les années 1990.

Le gouvernement de Donald Trump a décidé en 2017 de lever certaines sanctions imposées au Soudan depuis 1997. Les Etats-Unis ont en revanche maintenu le Soudan sur leur liste des Etats soutenant "le terrorisme", et prévenu qu'ils ne l'en ôteraient qu'en cas de nouveaux progrès.

Au-delà de la baisse des subventions du pain, le Soudan, amputé de trois quarts de ses réserves de pétrole depuis l'indépendance du Soudan du Sud en 2011, est confronté à une inflation de près de 70% par an et fait face à un grave déficit en devises étrangères.

Les habitants doivent composer avec des hausses de prix et des pénuries d'aliments et de carburants.

AFP

Sénégal

Bruit et ferveur pour la fin de la campagne présidentielle

Vuvuzelas, flûtes, djembés et klaxons, Dakar a retenti vendredi soir des derniers éclats de la campagne présidentielle, à deux jours du vote qui départagera le sortant Macky Sall de ses quatre concurrents, dont l'ex-Premier ministre Idrissa Seck.

"Il ne peut y avoir de combat parce qu'il n'y a pas photo", a lancé Macky Sall, déterminé à l'emporter dès le premier tour, devant les dizaines de milliers de ses partisans venus l'acclamer au stade Léopold Sedar Senghor, le plus grand du pays.

"Partout où nous sommes passés, la déferlante marron-beige l'a emporté", a-t-il assuré, en référence aux couleurs de la coalition présidentielle, arborées par de nombreux jeunes, hommes et femmes, dansant au rythme de la musique des haut-parleurs près de la pelouse et applaudissant le chanteur et ancien ministre Youssou Ndour.

Après avoir sillonné le pays pendant quinze jours, les candidats - Macky Sall, Idrissa Seck, l'ancien inspecteur des impôts Ousmane Sonko, l'ex-ministre Madické Niang et le président d'université proche de la

mouvance religieuse Issa Sall - ont regagné la capitale pour l'ultime semaine de campagne. "Il travaille, il faut le laisser continuer", s'exclame Awa Diafoune, originaire de Casamance (sud), particulièrement sensible à l'achèvement du "pont de la Sénégalie", inauguré il y a un mois par le président sénégalais et son homologue gambien, qui permet d'accéder plus facilement à sa région natale.

"Je soutiens Macky Sall pour ce qu'il a réalisé dans ce pays, les bourses de sécurité familial, les routes...", s'enthousiasme Fatou Ba, militante du parti au pouvoir et vendeuse d'ustensiles de cuisine.

"Pas de travail"

Serigne Khabane Fall, un tailleur de 23 ans en complet bleu-blanc, "satisfait des réalisations de Macky Sall", veut désormais "s'il est réélu qu'il aide les jeunes en leur octroyant des financements".

Mais sur la place de l'Obélisque pavoisée d'orange, la couleur d'Idrissa Seck, dans un vacarme assourdissant, ses partisans croient dur comme fer au changement après le vote

de dimanche.

"On veut un changement pour les jeunes, et Idy (surnom d'Idrissa Seck, ndlr) va nous donner du travail", espère Adama Mgom, 42 ans, un maçon journalier, très maigre, au front ceint d'un bout de tissu orange, originaire de Fatick (centre).

"Il y a des jours où je travaille, et où je gagne 2.000 francs (environ 3 euros, NDLR) par jour. Mais la plupart du temps, je n'ai pas de travail", soupire-t-il. "Il y a des jours où je ne mange pas, et les gens du gouvernement s'en mettent plein les poches".

Fin 2017 le taux de chômage atteignait 15,7% au Sénégal, selon l'Agence nationale de la statistique et de la démographie.

Aïssa Sall, 25 ans, jeune fille replète arborant perruque rouge et sifflet multicolore est "pour Idy parce qu'il va faire des choses pour les jeunes".

"Je suis diplômée en secrétariat, mais il n'y a pas de travail. Alors je reste à la maison de mes parents à ne rien faire, toute la journée. J'ai l'espoir que ça change en votant contre Macky Sall", confie-t-elle.

AFP

Tunisie

Démission du secrétaire général du parti "Nida Tounes"

Le secrétaire général du parti "Nida Tounes", Slim Riahi, a annoncé vendredi sa démission de son poste ainsi que de toute responsabilité partisane dans la hiérarchie de ce parti, fondé par l'actuel président de la République, Béji Caïd Essebsi et victorieux des dernières élections législatives et présidentielles de 2014. L'annonce a été faite sur la page officielle de Slim Riahi sur le réseau social Facebook, à moins que les motifs de pareilles décisions, à effet de surprise pour certains observateurs, restent mystérieux dans l'attente d'une conférence de presse projetée par M. Riahi prochainement. "Cette décision a été prise après un examen et une minutieuse évaluation de la situation (...) il n'y avait plus de champs de manœuvre pour apporter un plus au sein du parti", s'est expliqué M. Riahi. M. Riahi était président du parti de l'Union patriotique libre (UPL) avant d'être investi secrétaire général du parti présidentiel de "Nida Tounes" suite à une fusion entre ces deux partis le 17 octobre dernier.

R. K.

Commerce

Trump optimiste, les négociations avec la Chine sont prolongées

Donald Trump a fait montre d'optimisme vendredi sur un accord pour régler le conflit commercial avec la Chine et annoncé une rencontre prochaine en Floride avec son homologue chinois pour régler les points les plus épineux.

En attendant le Sommet avec Xi Jinping dans la résidence privée du président américain à Mar-a-Lago «probablement en mars», Chinois et Américains, qui négocient depuis mardi dans la capitale américaine, ont décidé de prolonger leurs discussions de deux jours jusqu'à dimanche.

Dans le Bureau Oval, en présence de Liu He, vice-Premier ministre et principal négociateur de Pékin, M. Trump a évoqué «de très bonnes discussions avec la Chine» et jugé qu'il y avait de «très bonnes chances de parvenir à un accord» pour mettre fin au conflit commercial qu'il a déclenché à coup de tarifs douaniers pour forcer la Chine à s'asseoir à la table des négociations.

Liu He a renchéri en promettant que «du côté Chinois nous ferons tout notre possible» pour arriver à une résolution.

M. Trump n'a pas donné de détails concrets sur les points d'accord ou d'achoppement entre les deux parties. Liu He a remis à Donald Trump une lettre dans laquelle le président chinois adopte aussi un ton positif.

Xi Jinping dit espérer que les discussions se poursuivront dans une atmosphère de «respect mutuel, de coopération» et dans un esprit «gagnant-gagnant» pour aboutir à un accord «mutuellement



bénéfique».

«Je suis prêt à garder un contact étroit avec le président (Trump, Ndlr) par différents moyens», a écrit Xi Jinping, selon la télévision officielle chinoise.

Progrès

Le président américain a simplement affirmé qu'un accord avait été conclu «sur la monnaie», sans donner d'autres détails, mais les autorités américaines se plaignent de longue date du niveau du renminbi, qui selon eux donne un avantage aux exportations chinoises.

Le négociateur en chef améri-

cain, Robert Lighthizer a affirmé pour sa part que «d'importants progrès» avaient été réalisés sur l'épineuse question des transferts forcés de technologie pour les entreprises américaines travaillant en Chine.

Outre le transfert de technologie, les Etats-Unis reprochent à la Chine d'autres pratiques commerciales «déloyales» et réclament des réformes structurelles pour y mettre fin.

M. Trump veut aussi une réduction drastique de l'énorme déficit commercial de plus de 330 milliards de dollars avec la Chine.

Washington réclame aussi le

respect des droits de propriété intellectuelle, la fin du piratage informatique et la levée de barrières non tarifaires, comme par exemple les subventions publiques.

Il reste une semaine avant l'expiration de la date butoir du 1er mars et la mise en oeuvre par Washington de nouveaux tarifs douaniers de 25% sur 200 milliards de dollars de produits chinois importés, actuellement taxés à 10%.

Mais M. Trump a une nouvelle fois laissé entendre qu'il pourrait néanmoins accorder un délai supplémentaire aux négociateurs.

Impact économique

Selon les experts, si la Chine peut s'engager facilement à acheter plus de produits américains, il est plus difficile pour Pékin de procéder aux autres réformes réclamées par les Etats-Unis, qui exigent aussi un véritable mécanisme de contrôle de l'application d'un éventuel accord.

Selon un tweet du ministre américain de l'agriculture, Sonny Perdue, les Chinois se sont engagés dans le Bureau Oval à acheter 10 millions de tonnes de soja supplémentaire. Il veut y voir «un geste de bonne volonté» des négociateurs Chinois.

Les marchés boursiers et les milieux d'affaires ne sont pas les seuls à suivre les négociations de très près.

La directrice générale du FMI Christine Lagarde - dont l'institution a souligné à de nombreuses reprises l'effet délétère de la guerre commerciale entre les deux premières puissances économiques mondiales - surveille également les discussions comme le lait sur le feu.

«Je croise les doigts tous les matins et mes doigts de pieds tous les soirs parce que j'espère que cela va se terminer par un moyen de réparer la mécanique et non de la détruire, parce que je suis convaincue que le système a besoin d'être réparé», a-t-elle déclaré à l'émission de radio publique américaine Marketplace.

Elle a souhaité qu'il sorte de ces discussions «un cadre dans lequel les subventions sont bien définies, la notion d'entreprise publique est bien définie, où la propriété intellectuelle est protégée». «Alors il s'agira vraiment d'un progrès», a-t-elle ajouté.

La Banque centrale américaine a averti vendredi qu'une «intensification des tensions commerciales» constituait un risque pour l'économie américaine et mondiale.

AFP

Les démocrates lancent l'offensive parlementaire contre le mur de Trump

Le président américain Donald Trump a juré vendredi de mettre son veto si une résolution visant à annuler l'«urgence nationale», qu'il a décrétée pour pouvoir construire un mur à la frontière avec le Mexique, était approuvée au Congrès.

Cette «urgence nationale» exceptionnelle, censée aider M. Trump à lutter contre l'immigration clandestine, a déclenché une féroce bataille politico-judiciaire aux Etats-Unis.

Pour y mettre fin, les parlementaires démocrates ont donc présenté une résolution vendredi, en annonçant qu'un premier vote serait organisé à la Chambre des représentants mardi prochain.

«Il n'y a aucune preuve soutenant la fausse affirmation du président (républicain) qu'il y a une crise à la frontière», a lancé Nancy Pelosi, présidente de la Chambre des représentants, où les démocrates sont majoritaires.

La résolution, co-signée par un élu républicain et plus de 225 parlementaires (sur un total de 435), devrait être approuvée sans difficulté à la chambre basse.

Le texte arrivera ensuite au Sénat, contrôlé au contraire par les républicains (53 sièges sur 100).

Son avenir y est incertain, même si plu-

sieurs sénateurs républicains ont exprimé leur malaise face à cette déclaration d'«urgence nationale», affirmant qu'elle créait un précédent dangereux et outrepassait les pouvoirs de l'exécutif.

Une sénatrice républicaine modérée, Susan Collins, a même laissé entendre qu'elle pourrait voter en faveur de la résolution. Mais cela reste loin d'être suffisant pour parvenir au seuil de votes nécessaires.

Si le texte était toutefois approuvé par les deux chambres du Congrès, Donald Trump a promis de le bloquer.

«Est-ce que je mettrai mon veto? A 100%», a répondu le président à des journalistes dans le Bureau oval.

Le milliardaire républicain s'est dit confiant que le Congrès ne pourrait ensuite pas outrepasser son veto. Ceci nécessiterait une majorité des deux-tiers dans les deux chambres.

Reste qu'il serait extrêmement embarrassant pour le républicain d'utiliser pour la première fois son droit de veto afin de sauver une mesure qui dérange jusque dans ses rangs.

Plainte de 16 Etats

«Tout le monde sait que les murs fonctionnent», avait-il martelé en annonçant qu'il

décrétait l'«urgence nationale», le 15 février.

Grande promesse de sa campagne présidentielle en 2016, Donald Trump proclamait à l'époque que le Mexique payerait la facture du mur. Mais il s'est finalement tourné vers le Congrès américain, où l'âpre bataille avec les démocrates autour de son financement a récemment mené au plus long «shutdown», ou paralysie budgétaire, de l'histoire récente des Etats-Unis. Frustré que les parlementaires ne lui attribuent finalement qu'une enveloppe de 1,4 milliard de dollars, sur les près de six milliards qu'il réclamait, Donald Trump a affirmé qu'il n'avait pas d'autres choix que de recourir à l'«urgence nationale» pour lutter contre ce qu'il a qualifié d'«invasion» de gangs, de passeurs, de trafiquants de drogue et de migrants clandestins.

Avec cette mesure exceptionnelle, il veut contourner le Congrès, qui a, selon la Constitution américaine, le dernier mot en matière de financement public.

D'après la Maison Blanche, il va désormais pouvoir débloquer des fonds fédéraux - notamment destinés au Pentagone - et atteindre un budget total de huit milliards de dollars. Lors d'une visite dans la ville américaine frontalière du Mexique, Laredo, Nancy Pelosi a appelé vendredi les républicains à se

rallier à la résolution démocrate: «Le président n'est pas au-dessus des lois», a-t-elle déclaré.

Seize Etats américains avaient déjà déposé lundi une plainte contre la déclaration d'urgence devant un tribunal fédéral en Californie.

D'après le procureur général de Californie, Xavier Becerra, la construction de ce mur frontalier n'a aucun caractère d'urgence.

Au cours de la conférence de presse pour annoncer sa décision, Donald Trump avait d'ailleurs lâché: «Je n'avais pas besoin de le faire, mais je préfère le faire beaucoup plus rapidement».

Cette bataille judiciaire s'annonce longue et pourrait remonter, à terme, jusqu'à la Cour suprême. Tout se jouera sur la définition d'«urgence nationale» entendue par la loi de 1976 sur laquelle s'est appuyée le milliardaire.

Plusieurs présidents américains ont déjà eu recours à cette procédure, comme le républicain George W. Bush après les attentats du 11 septembre 2001, le démocrate Barack Obama en pleine épidémie de grippe H1N1, ou pour décréter des sanctions économiques.

AFP

Philippines



Des ex-rebelles musulmans nommés à la tête d'une région autonome

Les autorités ont remis vendredi les rênes d'une nouvelle région autonome dans le sud des Philippines à des leaders musulmans qui y ont mené une insurrection meurtrière pendant des décennies et sont désormais chargés d'y assurer la paix et la prospérité.

Le président Rodrigo Duterte a intronisé Murad Ebrahim, le dirigeant de la principale organisation musulmane de ce pays très majoritairement catholique, aux fonctions de chef du gouvernement local, à titre transitoire, au cours d'une cérémonie symbolique à Manille.

Les Philippines ont voté en janvier par référendum en faveur de la création de cette nouvelle région autonome nommée Bangsamoro. Des musulmans avaient pris les armes dans les années 1970 pour demander l'autonomie ou l'indépendance du sud des Philippines qu'ils considéraient comme leur terre ancestrale. Cette insurrection a fait 150 000 morts.

Le principal groupe rebelle, le Front Moro islamique de libération (Milf), avait signé en 2014 un accord de paix avec le gouvernement prévoyant d'octroyer l'autonomie à la minorité musulmane dans certaines parties de la grande île de Mindanao et des îles de l'extrême sud-ouest.

Le processus de paix, qui a débuté dans les années 1990, n'inclut pas toutes les organisations islamistes - dont celles qui ont prêté allégeance au groupe Etat islamique - encore très actives dans le sud des Philippines et que le Milf combat aux côtés des forces gouvernementales.

Rodrigo Duterte et Murad Ebrahim, le chef du Milf, ont tous deux dit espérer que l'accord permettrait de contrer la montée de l'islamisme. «La route vers la paix peut être longue et difficile, mais je suis content que nous soyons finalement arrivés au bout», a déclaré Rodrigo Duterte dans un discours, après avoir également intronisé les autres membres du gouvernement de transition de cette région. La majorité d'entre eux ont été choisis par le Milf.

A New York, le secrétaire général de

l'ONU, Antonio Guterres, a félicité les parties concernées. «Il s'agit d'une réalisation historique sur la voie d'une paix durable dans le sud des Philippines, ainsi que d'une occasion historique pour tous les Philippines», a-t-il affirmé.

Murad Ebrahim et les membres de son gouvernement occuperont leurs fonctions jusqu'à l'élection d'un Parlement régional en mai

2022. Le processus de paix prévoit aussi le désarmement progressif des quelque 10 000 combattants armés du Front Moro.

L'entité territoriale baptisée Bangsamoro remplace la région autonome actuelle, qui avait vu le jour à la faveur d'un accord signé en 1996. Elle est censée être plus grande et avoir davantage de prérogatives.

AFP

La justice internationale statuera le 20 mars sur l'appel de Radovan Karadzic

■ La justice internationale statuera le 20 mars sur l'appel de l'ex-chef politique des Serbes de Bosnie Radovan Karadzic, condamné en première instance à 40 ans de prison pour génocide, crimes contre l'humanité et crimes de guerre pour son rôle pendant la guerre de Bosnie (1992-1995). «La chambre d'appel a planifié le prononcé du jugement d'appel dans l'affaire Radovan Karadzic pour le mercredi 20 mars», a annoncé le Mécanisme pour les tribunaux pénaux internationaux (MTPI) de l'ONU, qui siège à La Haye.

En 2016, le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), dont le MTPI a pris le relais, l'avait reconnu coupable et condamné à 40 ans de prison. L'ex-président de l'entité des Serbes du pays, la Republika Srpska, avait été notamment mis en cause dans le massacre de Srebrenica et le siège de Sarajevo, ainsi que dans le déplacement des populations sur des bases ethniques.

Après la mort pendant son procès de l'ancien président serbe Slobodan Milosevic, il est le plus haut responsable à avoir dû rendre des comptes pour cette guerre qui a fait plus de 100 000 morts et 2,2 millions de déplacés entre 1992 et 1995.

Toujours considéré comme un «héros» par beaucoup des siens, il a fait appel sur 50 points de sa condamnation. L'accusation, qui demandait la prison à vie, a elle aussi fait appel du verdict de première instance, jugé trop clément. Dans son verdict, le TPIY consi-

dérait que l'accusé, «fer de lance des structures militaires, politiques et gouvernementales» des Serbes de Bosnie, avait cherché à diviser le pays. Il a été reconnu coupable de génocide pour le meurtre de près de 8.000 hommes et garçons musulmans à Srebrenica en juillet 1995, le pire massacre commis en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale. Selon les juges, ce massacre s'inscrivait dans le cadre d'un «nettoyage ethnique» planifié par un trio regroupant Karadzic, son alter ego militaire, le général Ratko Mladic, et Slobodan Milosevic.

L'ex-psychiatre a aussi été condamné pour des persécutions, meurtres, viols, traitements inhumains ou transferts forcés, notamment lors du siège de Sarajevo, qui coûta la vie à 10 000 civils en 44 mois, ainsi que pour des camps de détention aux «conditions de vie inhumaines». Un temps le fugitif le plus recherché du continent européen, Radovan Karadzic a été arrêté en 2008 après près de 13 ans de cavale. Il se cachait à Belgrade sous les traits d'un spécialiste de médecine alternative, arborant une barbe blanche nourrie.

Depuis 2009, il est derrière les barreaux du quartier pénitentiaire des Nations unies dans les dunes de La Haye, où il cohabite notamment avec Mladic, alias le «Boucher des Balkans», condamné à la perpétuité en novembre.

AFP

Trump nomme la diplomate Kelly Knight Craft ambassadrice américaine à l'ONU

■ Le président américain Donald Trump a annoncé vendredi la nomination de la diplomate Kelly Knight Craft au poste d'ambassadrice des Etats-Unis auprès des Nations unies pour remplacer Nikki Haley, après le désistement surprise de l'ancienne porte-parole du département d'Etat américain, Heather Nauert.

Kelly Knight Craft est actuellement ambassadrice au Canada, où elle est la première femme à représenter les Etats-Unis.

«Kelly a fait un travail extraordinaire pour représenter notre Nation et je ne doute pas que, sous sa direction, notre Pays sera représenté au plus haut niveau», a tweeté Donald Trump en annonçant sa nomination.

«Félicitations à Kelly et à toute sa famille !», a-t-il poursuivi. Une nomination également saluée par le chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo.

«L'ambassadrice Craft a défendu avec brio la sécurité nationale et les intérêts économiques américains au Canada et elle est extrêmement qualifiée pour faire de même aux Nations unies», a déclaré dans un communiqué le secrétaire d'Etat. Sa nomination devra néanmoins être approuvée par le Sénat.

Mme Craft avait été nommée en 2007 par un autre président républicain, George W. Bush, pour être déléguée aux Nations unies, selon la biographie officielle publiée par l'ambassade américaine au Canada. Donald Trump l'avait choisie en juin 2017 pour représenter son pays au Canada.

Auparavant, elle dirigeait une société de conseils en affaires basée à Lexington, dans le Kentucky, toujours selon l'ambassade.

Des propos sur le changement climatique avaient été remarqués, en octobre 2017, lorsqu'elle avait affirmé sur la chaîne canadienne CBC, qu'elle respectait «les deux côtés de la science». Son époux, Joseph Craft III, est le P-DG d'un producteur américain de charbon. Après des semaines de critiques et de moqueries, l'ex-journaliste de la chaîne de télévision Fox News, Heather Nauert, avait annoncé le 16 février renoncer à se porter candidate au poste d'ambassadrice des Etats-Unis aux Nations unies.

L'ancienne porte-parole du département d'Etat avait parlé de mois «épuisants» pour sa famille, après le déluge de commentaires indignés qui avaient suivi l'annonce de sa nomination.

De nombreux opposants à M. Trump avaient estimé que, malgré son assurance devant les caméras, elle était dépourvue du savoir-faire nécessaire pour négocier des compromis face aux diplomates aguerris qu'envoient à l'ONU les autres grands Etats membres. Le poste d'ambassadeur à l'ONU est vacant depuis le départ le 31 décembre de Nikki Haley, étoile montante des républicains qui avait démissionné au bout de deux ans sans donner de raison claire.

AFP

Un organisme international alerte

Internet et ses noms de domaine sous le coup d'une attaque inédite

L'internet mondial est actuellement visé par une vague d'attaques informatiques d'une ampleur inédite, qui consistent à modifier les adresses des sites internet pour les pirater, a alerté vendredi l'organisme international qui attribue les adresses internet (ICANN).

Selon des experts extérieurs à l'ICANN interrogés par l'AFP, les pirates ciblent aussi bien des gouvernements que des services de renseignements ou de police, des compagnies aériennes ou l'industrie pétrolière et ce, au Moyen-Orient ou en Europe.

L'un d'entre eux estime en outre que ces attaques ont pour origine l'Iran.

Ils «s'attaquent à l'infrastructure internet elle-même», a indiqué vendredi à l'AFP David Conrad un des responsables de l'ICANN, qui évoque une campagne «inédite à très grande échelle», qui s'est extraordinairement intensifiée très récemment.

«Il y a déjà eu des attaques ciblées mais jamais comme ça», a-t-il ajouté après une réunion d'urgence de l'organisation vendredi.

Pour l'essentiel, ces attaques consistent «à remplacer les adresses des serveurs» autorisés «par des adresses de machines contrôlées par les attaquants», a expliqué l'organisme. Ce qui permet aux pirates de



fouiller dans les données (mots de passe, adresses mail etc...) sur le chemin voire de capter complètement le trafic vers leurs serveurs.

Basé en Californie, l'ICANN gère le système des noms de domaines en ligne que le grand public connaît sous formes d'adresses de sites en .com ou .fr mais aussi .gov etc. par exemple.

C'est précisément au système des noms de domaine («Domain name System», DNS) -qui permet de relier un ordinateur à un site internet- que s'attaquent les pirates, non identifiés.

Ces noms fonctionnent un peu à la façon des opératrices téléphoniques d'antan, qui connectaient les interlocuteurs entre eux en branchant des câbles sur un circuit.

Les attaques contre les DNS, surnom-

mées «DNSpionnage», «c'est en gros comparable à quelqu'un qui va au bureau de poste, ment sur votre adresse, lit votre courrier puis le met lui-même dans votre boîte aux lettres», expliquait aussi il y a peu les ministères américain de la Sécurité intérieure (DHS) à propos de ces attaques, dont les premières remontent semble-t-il au moins à 2017.

«Beaucoup de choses néfastes peuvent vous arriver (ou à l'expéditeur) en fonction du contenu du courrier», ajoutait le DHS.

Avec l'intensification récente des attaques, l'ICANN «estime qu'il y a un risque en cours important sur des parties importantes de l'infrastructure des noms de domaine», a-t-il dit vendredi, appelant les responsables informatiques à prendre des mesures adéquates. Précisément, il appelle à déployer

un protocole de protection appelé «Domain Name System Security Extensions» (DNS-SEC).

Pour autant, «il n'y pas d'outil unique pour régler cela», a prévenu David Conrad, de l'ICANN. «Nous devons améliorer la sécurité globale du DNS si nous voulons avoir un espoir d'empêcher ce genre d'attaques», a-t-il ajouté.

Selon Ben Read, de la firme spécialisée dans le cyber-espionnage FireEye, la liste des cibles du «DNSpionnage» contient notamment des organisations qui enregistrent les noms de domaine (elles-mêmes validées par l'ICANN) ou des fournisseurs d'accès internet, en particulier au Moyen-Orient. Les attaques cherchent en priorité à récupérer adresses mail et mots de passe, a précisé M. Read, qui affirme «qu'il y a des preuves que cela vient d'Iran ou est fait pour soutenir l'Iran».

Selon un autre expert, Adam Meyers de la firme CrowdStrike, les «hackers» cherchaient notamment à voler des mots de passe au Liban et aux Emirats arabes unis.

«Avec cet accès, ils pourraient faire cesser de fonctionner des pans d'internet. Ils ont choisi d'intercepter (les données) et d'espionner les gens», a-t-il ajouté. Les attaques informatiques, de toute ampleur et de toute nature, se multiplient à une vitesse exponentielle ces dernières années.

Selon les experts, les pirates appartiennent le plus souvent à deux catégories principales : des individus ou des groupes de «hackers» qui veulent gagner de l'argent (rançongiciels, revente de données personnelles sur la partie cachée d'internet surnommée «darknet»...) ou bien des Etats, qui souhaitent espionner d'autres pays et/ou y semer des dissensions politiques.

Selon experts et autorités de nombreux pays (en particulier les Etats-Unis), la Chine, la Russie, l'Iran ou la Corée du Nord sont particulièrement actifs en matière de piratage, ce que démentent les intéressés.

AFP

Etats-Unis

Les parents de la "maison de l'horreur" reconnaissent avoir torturé leurs enfants

■ Les parents californiens David et Louise Turpin, poursuivis pour avoir séquestré, enchaîné et maltraité durant des années douze de leurs treize enfants dans leur «maison de l'horreur», ont plaidé vendredi «coupables», reconnaissant notamment des actes de torture, ont annoncé les services du procureur de Riverside.

Au total, l'homme de 56 ans et son épouse de 50 ans doivent répondre de près d'une centaine d'actes criminels et risquent la prison à perpétuité, avec une peine de sûreté de 25 ans. Un juge doit décider de la peine qui leur sera infligée lors d'une audience le 19 avril prochain.

«C'est l'un des pires cas de maltraitance sur des enfants que j'ai vu dans ma carrière de procureur», a lancé lors d'une conférence de presse le procureur du comté de Riverside, en Californie, Michael Hestrin. C'est l'une des filles, âgée de 17 ans à l'époque, qui avait donné l'alerte en janvier 2018 après avoir échappé à la surveillance des parents géoliers en fuyant par une fenêtre de leur maison de Perris, une petite ville à une centaine de kilomètres à l'est de Los Angeles.

L'adolescente avait alors pu appeler les secours, expliquant à l'opérateur que ses deux sœurs cadettes étaient «enchaînées à leur lit», si étroitement que leurs corps étaient marqués par les contusions, d'après les témoignages. «Ils nous enchaînent si on fait des choses qu'on n'est pas censés faire (...) Parfois mes sœurs se réveillent et commencent à pleurer» à cause de la douleur, avait ajouté la jeune fille dans un enregistrement diffusé durant une audience.

A leur arrivée dans ce que les médias américains ont surnommé «la maison de l'horreur», les policiers avaient effectivement retrouvé certains des enfants Turpin, âgés aujourd'hui de 3 à 30 ans, enchaînés à leur lit. Tous, sauf le plus jeune, étaient dans des conditions d'extrême saleté et de malnutrition sévère.

AFP

Face aux défis mondiaux

Antonio Guterres appelle à un renforcement de la volonté politique

Le secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, a fait appel vendredi à une volonté politique plus forte pour s'attaquer à certains des défis qui deviennent «plus mondiaux» et «plus intégrés».

Pour assurer le succès de la lutte contre certains problèmes graves tels que le changement climatique, M. Guterres a indiqué que, outre procéder à des réformes pour rendre l'ONU plus efficace, la volonté politique est aussi importante.

«Du changement climatique aux migrations en passant par le terrorisme et les inconvénients de la mondialisation, nos défis sont de plus en plus mondiaux et de plus en plus intégrés», a déclaré le chef de l'ONU lors de l'ouverture du Sommet sur l'engagement mondial UNA-USA 2019 qui a eu lieu au siège de l'ONU A New York.

Le sommet a été parrainé par l'Association des Etats-Unis pour les Nations Unies (UNA-USA), un mouvement de citoyens américains qui croient que les intérêts et les valeurs de l'être humain peuvent être mieux défendus en soutenant la seule institution véritablement universelle

de la planète, les Nations Unies.

Notant que les menaces deviennent «plus mondiales», mais que la réaction de l'homme devient «plus fragmentée», M. Guterres a souligné que le monde est confronté à d'énormes difficultés et problèmes.

Attribuant la raison principale de la faible réponse au «déficit de confiance qui règne dans le monde», il a dit que, alors que les inégalités se creusent, les populations de toutes les régions remettent en question l'efficacité de la coopération internationale et des organisations telles que l'ONU.

«Le plus grand défi pour les gouvernements et les institutions comme la nôtre est de pouvoir montrer que nous ne sommes pas indifférents - que nous nous soucions en particulier des personnes qui se sentent laissées pour compte du progrès technologique et de la mondialisation dans les ceintures de rouille de ce monde - pour montrer que nous sommes capables de mobiliser des solutions qui répondent aux peurs et aux angoisses des gens, et

en apportant des réponses concrètes aux problèmes que nous voyons», a déclaré le secrétaire général. «Mais la volonté politique est toujours à la traîne», a-t-il déploré.

«Nous devons démontrer que l'ONU prend la défense des personnes laissées pour compte et qu'elle est proche de leurs besoins, de leurs aspirations et de leurs problèmes quotidiens», a ajouté le chef de l'ONU.

Après avoir évoqué les réalisations de l'ONU au cours des derniers mois, M. Guterres a également noté que «pour faire plus, il nous faut une ONU plus agile, plus efficace, plus rentable et plus apte à surmonter les problèmes et obstacles bureaucratiques qui existent toujours dans les organisations internationales». Rappelant enfin que le changement climatique est l'une des principales priorités du monde, il a déclaré aux participants qu'il est positif que l'évolution technologique contribue davantage à l'économie verte.

H. M.

Devant un public nombreux

Double prestation à Alger de l'humoriste français Haroun

Un spectacle hilarant à une seule voix et plusieurs sujets non conformistes, a été doublement présenté, vendredi à Alger, par l'humoriste français Haroun, nouvelle révélation de l'humour et du stand-up francophone, devant un public nombreux.



Adapte de l'humour noir, Haroun a séduit durant plus de 80 mn, le nombreux public de l'Opéra d'Alger Boualem-Bessaïh, dans un spectacle, laissé délibérément sans titre, qui a mis à nu les dérives humaines et les travers de la société moderne.

La présence en surnombre des spectateurs qui ont continué à affluer, alors que tous les tickets de l'«unique spectacle programmé au départ», aient été écoulés a conduit les organisateurs à programmer une deuxième prestation le même jour (17h et 20h30).

Wary Nichen (Houari, l'homme droit), un autre humoriste, globe-trotter originaire d'Oran, assurant la première partie du spectacle, a embarqué la salle dans une longue analyse de l'esprit biscornu que

pouvait contenir le dialecte nord-africain, un jargon fait d'un «mélange de vocables empruntés du français, à la forme arabisée», avant de dessiner les «traits de caractère» des habitants de quelques villes algériennes dans des caricatures qui ont fait beaucoup rire.

Réitérant son «amour pour l'Algérie» dans un moment solennel, Wary rappellera la beauté de son pays d'origine, à travers l'évocation de «L'Algérie vue du ciel» (2015), documentaire aux paysages époustouflants, du cinéaste français Yann Arthus Bertrand, avant de revenir au rire et à la dérision en énumérant quelques tares perceptibles une fois sur terre et finir en chantant avec *Tal ghyabek ya ghzali* du regretté Hasni Chakroun (1968-1994).

Devant une salle chauffée à bloc, Haroun est ensuite apparu dans le prolongement des applaudissements nourris qui ont salué la prestation de Wary Nichen, osant d'entrée, la comparaison entre la joie du rire et la situation des enfants au Darfour (ouest du Soudan), avec un humour acide, loin des codes du one-man-show.

A travers une succession de transitions intelligentes, Haroun impose son propre style, alignant plusieurs sujets «préoccupants», dont le décalage social des niveaux de vie, l'éducation, la politique, la situation en Palestine et au Yémen, la religion, le terrorisme, le racisme ou encore l'écologie qui l'amènera à quitter sa posture statique et esquisser de légers mouvements pour imiter

brillamment quelques animaux.

Jetant un regard aussi ironique que malicieux sur notre monde, Haroun se meut avec aisance dans le décryptage de l'actualité, avouant ses «peurs et ses appréhensions», car son propos est acerbe et ses textes s'attaquent aux tares de la société et à celles de ceux qui l'organisent.

«Je suis humoriste parce que je suis faible», a-t-il lancé à l'assistance avec laquelle il interagira longtemps avec un esprit de répartie piquant et drôle.

Celui qui préfère se dire pour le moment, d'«origine humoriste» pour éviter, selon lui, «tout amalgame», a annoncé qu'il expliquera son choix dans «un spectacle» qu'il «écrira et présentera ultérieurement».

Très applaudi par le public qui a savouré tous les moments du spectacle dans la délectation, Haroun a entonné, à l'issue d'une prestation de haute facture, un «slam» dans lequel il se définit, faisant de son art une arme contre les inégalités.

Diplômé en management, Haroun, loin de se voir, au départ, entretenir une carrière de comédien, écrit son premier spectacle *Tous complices* qu'il présente, en 2013, pour la première fois au public, qui a vite découvert un humoriste qui n'hésite pas à aborder tous les sujets, même les plus polémiques.

En 2015, il débarque à Paris et offre une prestation remarquable au *Jamel Comedy Club* qui lui permettra de décrocher une collaboration avec le groupe France Télévisions.

En 2017, alors qu'il a 33 ans, il remonte sur scène avec *Haroun, tout simplement*, son deuxième spectacle, pour récidiver ensuite avec ce spectacle, qu'il a déjà présenté les 20 et 21 février au Maroc et en Tunisie, avant de venir, pour la première fois, à la rencontre du public algérois.

Le spectacle de Haroun a été organisé en collaboration avec l'Opéra d'Alger, par Keral Productions, qui a produit de nombreux événements en Algérie, à l'instar des spectacles de David Guetta, Diam's, Stromae, et récemment les quatre shows d'*Alger mon Humour*, avec Nawel Madani.

G. K.

Colloque international Benhadouga

Appel à davantage d'ouverture sur le roman des jeunes auteurs

Les participants au 16^{ème} Colloque international Abdelhamid Benhadouga sur «Le roman et les types de culture», clôturé jeudi à Bordj Bou Arréridj, ont appelé à davantage d'ouverture sur le roman des jeunes auteurs.

Tenue trois jours durant à l'université Bachir El Ibrahim, la rencontre a préconisé de centrer les thèmes des prochaines éditions sur des sujets délimités en rapport avec l'évolution de la littérature universelle et les intérêts du roman algérien.

La commission scientifique de la rencontre a recommandé aussi d'honorer le romancier Azzedine Djelaoudi dont les oeuvres font désormais l'objet d'études critiques dans les universités algériennes et arabes ainsi que l'instauration d'un prix spécial du colloque, la distinction à chaque édition d'un écrivain arabe et l'invitation régulière de dramaturges et cinéastes.

Cette édition du Colloque Benhadouga a connu la participation d'écrivains, de critiques et de traducteurs nationaux ainsi que de Tunisie, du Maroc, du Liban, de l'Irak, du Sultanat d'Oman, d'Espagne et d'Italie. **Abdelhamid Benhadouga (1925/1996)** l'un des plus célèbres auteurs algériens est connu pour être le pionnier du roman algérien d'expression arabe. Ses plus célèbres romans sont, notamment *Rih El Djanoub* (Vent du Sud) traduit dans 20 langues et *El Djazia et les der-viches*.

Bilal L.

1990-1995, Algérie, chronique photographique

Un récit par l'image de A. Bouras

Un beau-livre de photographies en noir et blanc retraçant des faits saillants de l'actualité algérienne entre 1990 et 1995 fixés par l'objectif de Ammar Bouras a été publié récemment sous le titre *1990-1995, Algérie, chronique photographique*.

Édité chez Barzakh, l'ouvrage de 237 pages, préfacé par l'universitaire Malika Rahal, se veut un témoin des manifestations, marches, meetings, grèves, ou encore des événements sportifs et culturels qui ont marqué ces années.

Pour l'année 1990, le photographe a choisi de revenir sur la marche organisée au mois de

mai à Alger par le Front des forces sociales (FFS) et le retour en Algérie de Hocine Aït Ahmed, d'immortaliser la visite à Alger de Nelson Mandela trois mois après sa libération des geôles de l'apartheid, ou encore montrer la foule venue accueillir l'ancien président de la République, Ahmed Ben Bella.

Plusieurs clichés pris pour le compte du journal *Alger républicain*, sont dédiés aux différents événements (conférences et marches organisées en 1991 en soutien à l'Irak lors de la première guerre du Golfe) et autres meetings de partis politiques actuant à l'époque.

D'autres photographies prises

la même années montrent des compétitions sportives, des galas artistiques ainsi que des portraits d'artistes, de sportifs et de journalistes dont Mohamed Fellag, Nouredine Morceli et Saïd Mekbel.

L'année 1992 est, elle, dominée par les clichés du président Mohamed Bouafia réalisés lors de sa dernière sortie à Annaba le jour de son assassinat, et des portraits de personnalités du monde de la culture comme l'écrivain Rachid Boudjedra, la comédienne Sonia et autre Khaled Hadj Brahim.

Une autre série de photographies, prises en 1993, montre le début des violences terroristes

avec des images fixant l'enterrement de l'universitaire Djilali Liabes et celles d'une marche contre la violence organisée par l'Ugta (Union générale des travailleurs algériens).

Ammar Bouras publie également, dans ce livre, des photos atypiques prises dans son domicile, à Alger en 1995, pour immortaliser une émission de télévision, «Litirafat l'rhabi», diffusée à une heure de grande écoute et que l'auteur juge d'une extrême violence en raison de la scène des aveux de terroristes racontant par le menu leurs crimes face à la caméra.

Étudiant à l'École des beaux-arts à cette époque, Ammar

Bouras a pris soin de souligner le contraste entre la violence et la complexité de la situation du pays de cette époque marquée aussi par une «rage de vivre» de sa jeunesse, représentée par des photos d'étudiants, artistes, et sportifs déterminés à transcender les événements en poursuivant leurs activités du quotidien. Plasticien contemporain et photographe de presse, Ammar Bouras vit et travaille à Alger. Étudiant puis enseignant à l'École des beaux-arts d'Alger, il a, outre l'Algérie, exposé son travail dans plusieurs villes dont New York, Bamako, Madrid, Oslo, Alexandrie ou encore Paris. **S. T.**

PAROLES DE FEMMES

«On fait parfois des efforts considérables pour souffrir d'une trahison ; et l'on y parvient.»

Etienne Rey



FEMMES

ILS ONT DIT :

«J'admire comme on peut mentir en mettant la raison de son côté.»

Jean-Paul Sartre

ACTU-FEMMES Page animée par Tinhinan

David Hallyday : son message subliminal adressé à Laetitia

David et Laetitia Hallyday se mènent une guerre sans merci qui dure depuis de longs mois. Sur le plateau de L'invité, sur TV5 Monde, le chanteur s'est confié à propos de son dernier album *J'ai quelque chose à vous dire*, non sans envoyer au passage, un message subliminal à sa belle-mère.

La guerre des clans n'en finit plus. Depuis de longs mois, Laetitia, Laura et David se disputent l'héritage du rockeur préféré des Français et tout en tentant de remporter la bataille de l'opinion publique. Et ce, sans jamais se parler face à face. Car ces derniers ne se sont toujours pas revus depuis l'enterrement de Johnny Hallyday à Saint-Barth. Les membres de la famille Hallyday ont donc trouvé une tout autre façon de communiquer : par plateau de télé interposé.

Et David Hallyday vient juste de faire la démonstration magistrale de cette technique particulière sur le plateau de L'invité sur TV5 monde.

L'auteur-compositeur y est revenu sur les morceaux de son album *J'ai quelque chose à te dire* et sur sa relation très profonde avec son public : «Avec tout ce qu'on a raconté, tout ce qu'il y a de plus beau et de moins beau, les gens ont vécu les mêmes choses finalement. C'est un partage exceptionnel. Il y a vraiment

une émotion, quelque chose d'énorme qui se passe entre nous et c'est ce qui me fait avancer», a-t-il confié à Patrick Simonin. Ce dernier a alors fait une analyse très juste de la situation : «La douleur qu'a engendré tout ça, s'est transformée en amour».

«Voilà, c'est ça, exactement. Faudrait qu'il y en ait encore plus !» a alors ajouté le fils de Sylvie Vartan avec un sourire entendu. Le message est passé !



COUPLE

LES SIGNES QUI PROUVENT QU'IL N'EST PAS LE BON

Voyez si votre couple est appelé à durer ou s'il est grand temps de jeter l'éponge.

Plus de mauvais que de bons moments

Vous devriez vous sentir satisfait et en sécurité dans votre couple au moins quatre-vingt pour cent du temps. Si vous ne vous rappelez pas la dernière fois où vous avez passé des bons moments ensemble sans vous disputer ou sans que les choses soient tendues, il est peut-être temps de faire vos valises.

Il vous rabaisse sans cesse

Qui aime bien châtie bien, mais si votre moitié semble prendre un malin plaisir à faire de vous la cible de ses blagues ou à vous humilier en public, il faut absolument tirer la sonnette d'alarme. Rabaisser quelqu'un, surtout devant d'autres personnes, est un jeu de pouvoir auquel vous ne devriez pas participer.

Il refuse de dialoguer

Tous les couples traversent des moments difficiles, mais si votre partenaire gère les problèmes en faisant la sourde oreille et en refusant absolument de vous adresser la parole en manifestant une agressivité passive, vous ne pourrez jamais régler vos soucis ensemble. Passez à autre chose.

Ses petites manies insupportables

D'accord, ça vous énerve quand il/elle ne rebouche pas le tube de dentifrice ou oublie de remettre le lait dans le frigo, mais ce n'est pas autant synonyme de carton rouge. C'est quand de petites choses commencent à vous irriter de manière irrationnelle, comme ses orteils poilus ou ses mélopées sous la douche, que vous savez qu'il n'est pas l'homme de votre vie.

Il vous tient pour acquis

La familiarité est une chose merveilleuse,

mais pas si c'est au détriment des bonnes manières. Faire en sorte que vous vous sentiez aimé et apprécié fait partie des exigences requises de votre partenaire. S'il ne respecte pas sa part du contrat, il ne vous mérite pas.

Vous n'êtes pas d'accord sur l'avenir

Si vous n'êtes jamais du même avis sur les choix de vie capitaux à venir tels que fonder une famille, réfléchissez bien à la prochaine étape. Attendre et espérer qu'il changera d'avis est un pari risqué.

Il oublie ce qui est important

Peu importe à quel point votre moitié est débordée et stressée, il n'a pas d'excuses pour oublier les anniversaires... ou votre nom ! C'est une mise en garde des autres négligences à venir.

Vous ne supportez pas ses amis

Les fréquentations d'une personne en disent long sur elle. Si vous ne vous sentez pas le bienvenu ou êtes mal à l'aise en compagnie de ceux qui lui sont chers, cela présage des tensions et conflits dans les années à venir.

Il n'y a pas d'étincelle

Repensez aux premiers jours de votre relation. Vous étiez emballé à chaque fois que vous aviez des nouvelles de votre partenaire ? Et maintenant ? Ceux qui sont dans une relation de longue durée ont encore une décharge d'adrénaline quand leur amant leur envoie un message ou leur passe un coup de fil. Si ce n'est plus votre cas, on doute sérieusement que ce soit le bon.

Il n'aime pas votre famille

S'il vous aime, il doit accepter ceux qui vous sont chers. S'il fait une remarque sournoise sur votre famille ou se comporte comme un rustre avec eux, c'est de mauvaise augure pour votre bonheur futur.



Les DÉBATS

Quotidien national
d'information

Edité par la SARL
MAHMOUDI INFO

Le fondateur
Abderrahmane Mahmoudi

Gérante Naïma MAHMOUDI • Directeur de la publication Nadjib STAMBOULI

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

SPORTS

Coupe de la CAF/Ghor Mahya (Kenya)-NAHD cet après-midi

Le Nasria souhaite garder le leadership



Handball/Championnat méditerranéen U17 (match de classement)

Victoire de l'Algérie devant la Turquie

■ La sélection algérienne de handball U17 s'est imposée devant son homologue turque sur le score de 18 à 17, en match de classement du Championnat méditerranéen de la catégorie, disputé vendredi à Port-Saïd (Egypte). Éliminée en quart de finale face à la France (28-09), l'Algérie défilera l'Italie samedi en match de classement pour la 5e place. L'Algérie avait terminé à la 4e place du groupe A avec un bilan de deux victoires devant l'Arabie Saoudite (20-19) et la Libye (13-08), contre trois défaites face au Monténégro (30-13), à la Tunisie (26-22) et à la Roumanie (23-08).

Championnat arabe des clubs de Volleyball

Le GSP éliminé en demi-finale

■ Le club de volley-ball algérien, GS Pétroliers, a été éliminé en demi-finales du Championnat arabe des clubs 2019 (messieurs), en s'inclinant face à l'ES Tunis sur le score de 3 sets à 0 (18-25, 14-25, 21-25), vendredi à Radès (Tunisie). La deuxième demi-finale oppose deux clubs qatari à savoir Al Rayyan SC (tenant du titre) et le Club de la Police. La finale et le match de classement pour la 3e place sont prévus samedi. Dix-huit (18) clubs arabes répartis en 4 groupes étaient en lice dans cette compétition organisée par l'ES Tunis du 15 au 23 février dans les salles de Radès et Zouaoui à Tunis.

AG Ordinaire de la Fédération algérienne de tennis

Les bilans moral et financier adoptés

■ L'assemblée générale ordinaire de la Fédération algérienne de tennis (FAT) a adopté les bilans moral et financier de 2018, vendredi, au siège du Fonds National de la Promotion des Initiatives de la Jeunesse et des Pratiques Sportives, avenue Ghermoul (Alger). Les travaux de l'AGO ont enregistré la présence de vingt-cinq (25) membres parmi les 33 qui constituent l'assemblée générale de la fédération algérienne de tennis (FAT). Le bilan moral-2018 a été adopté avec 19 voix contre une voix, tandis que le bilan financier a été adopté par 21 voix. Le plan d'action 2019 et les prévisions budgétaires y afférentes, aussi, ont été adoptés par 21 voix.

Le Nasr d'Hussein-Dey sera au rendez-vous cet après-midi à partir de 14h en affrontant la formation kenyane du Ghor Mahia au stade de Nairobi pour le compte de la troisième journée de la phase des poules de la Coupe de la CAF. Les Sang et Or qui sont à la première place du groupe D, avec quatre points, après un succès face au Petro Atlético et le nul face au Zamalek souhaite revenir avec un résultat probant qui lui permettront de garder leur position de leader de ce groupe.

Les Nahdistes savent que leur tâche sera compliquée d'autant plus que leur adversaire fera tout ce qui est de son possible pour l'emporter et se relancer dans la course à la qualification aux quarts de finale. Après sa lourde défaite face aux Angolais du Pédro Atlético, l'équipe du Ghor Mahya est décidée l'emporter pour se repositionner dans ce groupe et se relancer dans la course à la qualification. Les Kenyans se comportent bien à domicile et l'ont déjà prouvé en battant le Zamalek d'Egypte sur le score de

(4/2) et c'est donc logiquement qu'ils se donneront à fond pour tenter de l'emporter encore. Toutefois, le Nasria ne se laissera pas faire et fera tout pour revenir au moins avec le point du nul qui pourrait être suffisant pour garder cette place de leader. Les gars d'Hussein-Dey craignent, néanmoins, deux facteurs, à savoir, la fatigue après la succession des matchs et le problème de l'altitude qui pourrait être fatal. Le Nasria jouera sans son milieu baroudeur, Harrag, blessé aux adducteurs et qui laissera sa place à Laribi ou El Orfi. D'ailleurs, le coach pense à faire une turn over pour permettre à certains joueurs de se reposer afin de les utiliser lors des prochains matchs qui attendent l'équipe qui sera au rendez-vous pour d'autres compétitions, notamment le championnat et la Coupe d'Algérie.

Imad M.

Ligue 1 de football (21e journée -mise à jour)

Victoire salubre du CABBA devant la JSS

■ Le CABBA Arreridj s'est imposé devant la JS Saoura sur le score de (2-0), mi-temps (2-0) en match décalé de la 21e journée du championnat de Ligue 1 football disputé vendredi à Bordj Bou Arreridj. Les buts du CABBA ont été inscrits par Youssef Djahnit (35e et 36e). Cette victoire salubre permet aux «Criquets» de s'extirper de la zone de turbulences en se hissant à la 9e place avec un total de 26 points pour 22

matchs, alors que la JS Saoura totalement concentrée sur la compétition de la Ligue des champions stagne à la 6e place avec 30 points pour 21 matchs. Le dernier match de cette journée se déroulera le 1er avril prochain entre le NA Hussein-Dey et le MO Bejaia. Ennasria est toujours engagée en Coupe d'Algérie et en Coupe de la Confédération africaine de football.

Ligue 2 Mobilis (23e journée)

Le leader NC Magra creuse l'écart

■ Le NC Magra, leader de la Ligue 2 Mobilis de football, a provisoirement creusé l'écart à cinq points sur son premier poursuivant au classement général, le WA Tlemcen, après sa courte mais précieuse victoire sur la lanterne-rouge USM Blida (1-0), au moment où l'autre sérieux candidat à l'accession, l'US Biskra a essuyé une défaite inattendue chez le MC Saïda (2-0). Le NCM a buté sur une coriace équipe blidéenne, ayant bien résisté jusqu'à la 51', avant de céder devant Ziouèche, auteur de l'unique but de cette rencontre. Un court mais précieux succès, qui permet au leader de porter son capital à 43 unités, soit avec cinq longueurs d'avance sur le Dauphin WA Tlemcen, qui cependant compte un match en moins, puisqu'il se déplace samedi chez le RC Relizane, en match derby, considéré comme l'un des duels au sommet de cette 23e journée. De son côté, l'US Biskra a laissé filer de

précieux points dans la course à l'accession, en s'inclinant (2-0) chez le mal classé MC Saïda, ayant trouvé le chemin des filets grâce à Benayada (24') et Sayahi (41'). Une défaite qui maintient l'USB à la 3e place, avec 37 points, au moment où le MCS réalise une des bonnes affaires du jour, en se hissant à la 12e place, avec 26 unités. En revanche, la JSM Skikda a été moins chanceuse, puisque malgré l'avantage du terrain et le soutien du public, elle s'est contentée du partage des points avec l'Amel Boussaâda (1-1). Pourtant, les choses avaient relativement bien commencé pour l'équipe locale, ayant ouvert le score dès 10' par l'intermédiaire de Batrouni, avant de fléchir et de concéder l'égalisation devant Touil (58'). Un score de parité qui n'arrange aucune des deux équipes, car elles restent dans le ventre mou du classement, avec seulement quelques longueurs d'avance sur les premiers relégables.

En effet, l'ABS reste 8e avec 32 unités, alors que la JSMS pointe juste derrière (10e /30 pts). Les matchs de vendredi se sont clôturés par le duel MC El Eulma - ASM Oran, entre le 5e qui recevait le 14e, et cette rencontre s'est terminée sur le score de zéro partout. Le MCEE reste 3e avec l'US Biskra et l'ASO Chlef, avec 37 unités pour chaque club, alors que l'ASMO est toujours premier relégable, à égalité de points avec l'USM El Harrach, à savoir, 22 unités pour chaque formation. Les trois matchs restants de cette 23e journée se joueront le 26 février courant et le 19 mars prochain, suivant la dernière programmation de la Ligue de football professionnel (LFP). USM El Harrach - RC Kouba et JSM Béjaïa - ASO Chlef se joueront le 26 février, respectivement à 15h00 et à 17h00, alors qu'ES Mostaganem - USM Annaba a été programmé le 19 mars, à 16h00.

Ligue 2 Mobilis (23e journée)

Les dates des matchs JSMB-ASO et ESM-USMAN fixées

■ Les matchs JSM Béjaïa - ASO Chlef et ES Mostaganem - USM Annaba, comptant pour le 23e journée du championnat de Ligue 2 Mobilis de football se joueront respectivement les 26 février courant et le 19 mars prochain, a annoncé vendredi la Ligue de football professionnel (LFP). Initialement, ces deux matchs devaient se dérouler ce week-end, en même temps que les autres matchs de cette 23e journée, avant d'être reportés à une date ultérieure, en raison de la participation de la JSMB et de l'USMAN aux quarts de finale de la coupe d'Algérie. Les Annabis ont déjà disputé leur «match aller» de dame coupe, dans lequel ils ont disposé de l'Entente Sportive de Sétif (2-0), alors que les Béjaïouis joueront contre le Paradou AC ce samedi. Dans un premier temps, la LFP s'était contentée d'annoncer que ces deux matchs de la 23e journée étaient reportés à une date ultérieure, avant de préciser vendredi qu'ils se joueront respectivement les 26 février courant et le 19 mars prochain. Le coup d'envoi du match JSMB - ASO sera donné à 17h00, alors qu'ESM - USMAN débutera un peu plus tôt, vers 16h00.

Mali

Trois Casques bleus tués par des «bandits présumés»

Trois Casques bleus de l'ONU au Mali en permission ont été tués vendredi par des «bandits présumés» sur une route menant de la capitale Bamako en Guinée voisine, ont rapporté samedi des médias, citant des sources concordantes. Il s'agit d'un «braquage», a indiqué une source de sécurité malienne, citée par l'AFP, précisant que les victimes appartenaient toutes au contingent guinéen, qui compte quelque 900 militaires, sur plus de 15 000 personnels en uniforme de la Mission de l'ONU au Mali (Minusma). «Hier soir vers 22h00, des Casques Bleus de la Minusma qui portaient en permission à bord d'un véhicule de location ont été attaqués par des hommes armés non identifiés sur la route de Siby à 44 km au sud-ouest de Bamako», a annoncé samedi la Minusma dans un communiqué, repris par des médias. «Trois d'entre eux ont été tués et un autre blessé. Un civil, qui conduisait le véhicule, a également été blessé», selon la Minusma, qui s'est dite «choquée par le lâche assassinat de trois de ses Casques bleus». Selon un élu de Siby, il s'agit «d'un braquage qui a mal tourné». «Ce sont des Casques bleus de l'ONU permissionnaires qui allaient en Guinée. Ils ont été braqués par des malfrats qui visiblement ont paniqué et ont tiré», a indiqué cet élu sous le couvert d'anonymat, confirmant le bilan de trois morts. Un Casque bleu tchadien a succombé à ses blessures suite à l'attaque d'Aguelhok (nord-est) du Mali au mois de janvier écoulé, portant à onze le nombre des victimes tchadiennes, a annoncé mi-février courant, la Mission onusienne. Un précédent bilan de l'ONU avait fait état de 10 militaires tchadiens tués et d'au moins 25 autres blessés. Fin janvier écoulé, deux autres Casques bleus de l'ONU au Mali ont péri dans l'explosion d'une mine au passage de leur convoi dans le centre du pays, selon un communiqué de la Minusma, repris par des médias.

R. I.

La lutte contre les groupes armés obtient des résultats au Sahel

La lutte contre les groupes terroristes et l'insécurité au Sahel «obtient des résultats» même si «la tâche est longue», a affirmé hier le Premier ministre français, Edouard Philippe, en entamant une visite de deux jours au Mali. «La lutte anti-terroriste dans le Sahel demande détermination, endurance et humilité. On est face à un combat dur», a-t-il affirmé à quelques journalistes en marge de son déplacement, au lendemain de l'annonce par l'armée française de la mort du n°2 de la principale force terroriste du Sahel liée à Al Qaïda, Djamel Okacha, alias Yahya Abou El Hamame. Arrivé vendredi soir à Bamako, le chef du gouvernement français devrait s'entretenir hier à Bamako avec son homologue malien, Soumeylou Boubèye Maïga, et le président Ibrahim Boubakar Keïta. Il doit signer de nouveaux accords de développement avec le Mali pour un montant de 85 millions d'euros, dont 50 millions de prêts et 35 millions de subventions, via l'Agence française de développement (AFD). Il doit également réaffirmer la pérennité de la présence militaire française de l'opération Barkhane: 4 500 soldats, dont 2 700 au Mali, selon le dernier pointage communiqué par Paris.

R. M.

GHIR HAK

radjedz@outlook.fr



Laghouat

Saisie de plus de 18 kg de kif



Une quantité de 18,208 kg de kif traité a été saisie l'année dernière à travers la wilaya de Laghouat, a-t-on appris des services de la Sûreté de wilaya.

Cette drogue a été saisie dans 77 affaires traitées et ayant donné lieu au placement en détention préventive de 55 individus, précise la source en signalant la saisie également de 1 500 comprimés de psychotropes impliquant 25 personnes.

La quantité de drogue sa-

sie est en légère hausse par rapport à celle saisie en 2017 et évaluée à 14 kg, qui avait été opérée dans 88 affaires traitées ayant donné lieu à l'arrestation de 77 individus, en plus de 19 autres affaires liées à la détention et au trafic de psychotropes, a ajouté la source.

Les services de police de Laghouat ont également traité, l'année dernière, 28 affaires de contrebande de boissons alcoolisées, contre 17 affaires l'ayant précédée, ajoutent les ser-

vices de la Sûreté de wilaya qui font état également d'une intensification des campagnes de sensibilisation en milieu des jeunes contre les maux sociaux.

Le déploiement des Sûretés de daïras, dans le cadre de la couverture sécuritaire de la wilaya, devra être renforcé durant ce premier semestre avec la réception des sièges des Sûretés de daïras d'Oued Morra et El Ghicha, selon la même source.

N. T.

Egypte

Deux moines coptes condamnés à mort

Deux moines coptes ont été condamnés à mort, samedi en Egypte, par la justice dans l'affaire du meurtre de l'évêque Epiphanius durant l'été 2018, a indiqué une source judiciaire.

L'évêque Epiphanius, 68 ans, dirigeait le monastère Saint-Macaire de Scété, à Wadi el Natroun, au nord-ouest du Caire. Son corps avait été retrouvé à la fin juillet dans un couloir du monastère avec des blessures à la tête, selon l'Eglise.

Le parquet avait accusé les moines Isaïe al-Makari et Philotheos al-Makari de s'être mis d'accord pour tuer l'évêque Epiphanius après des «différends» non spécifiés.

«Les dossiers des deux accusés du meurtre de l'évêque Epiphanius ont été transmis au mufti afin d'obtenir son avis sur leur exécution»,

a indiqué la source judiciaire.

La loi égyptienne impose aux juges de recueillir l'avis non contraignant du grand mufti d'Egypte, une haute autorité religieuse qui confirme presque systématiquement les condamnations à mort.

Les juges devraient annoncer leur décision finale le 24 avril, après avoir reçu l'avis du mufti. Les deux accusés pourront alors faire appel de cette condamnation.

Les Coptes sont estimés à environ 10% des environ 100 millions d'Egyptiens. Faiblement représentés au sein des grandes institutions publiques, ils sont également la cible de violences d'extrémistes, notamment du groupe terroriste autoproclamé Etat islamique (EI/Daech).

R. N.

ACTU...

Tlemcen

Trois narcotrafiquants arrêtés

Trois narcotrafiquants ont été arrêtés et plus de 50 kg de kif traité ont été saisis vendredi dans la wilaya de Tlemcen par des garde-côtes et des éléments de la Gendarmerie nationale, a indiqué hier un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

«Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, des garde-côtes et des éléments de la Gendarmerie Nationale ont arrêté, le 22 février 2019, à Tlemcen et Ghazaouet /2^{ème} RM, trois narcotrafiquants et saisi 50.5 kg de kif traité», a précisé la même source.

Par ailleurs, un détachement de l'Armée nationale populaire a appréhendé à Bordj Badji Mokhtar et Tamanrasset/6^{ème} RM, 43 orpailleurs, et saisi un véhicule tout-terrain, huit détecteurs de métaux, quatre groupes électrogènes et 11 marteaux-piqueurs, a ajouté la même source. Dans le cadre de la lutte contre l'immigration clandestine, des éléments de la Gendarmerie nationale ont intercepté, à Tiaret/2^{ème} RM, six immigrants clandestins de différentes nationalités, a relevé la même source.

F. T.

Libye

Les garde-côtes sauvent 113 migrants clandestins

Les garde-côtes libyens ont sauvé, vendredi, 113 migrants clandestins, notamment des femmes et des enfants, au large de la côte occidentale du pays.

Les migrants ont été sauvés au large de la ville de Khoms, à quelque 120 km à l'est de la capitale, Tripoli, a indiqué le site Web d'informations Al-Wasat.

Les migrants sauvés sont de différentes nationalités africaines et comprennent 19 femmes et six enfants. Après avoir été pris en charge sur le plan humanitaire, puis ils ont été présentés au département de l'immigration clandestine, à Tripoli.

En raison de l'insécurité et du chaos régnant dans le pays depuis le soulèvement qui - en 2011 - a débouché sur la destitution de l'ancien dirigeant Mouammar Kadhafi, la Libye est devenue le point de départ privilégié par des milliers de migrants clandestins qui tentent de gagner l'Europe en traversant la Méditerranée.

Les milliers de migrants sauvés en mer ou arrêtés par les services de sécurité libyens sont enfermés dans des centres de rétention surpeuplés.

B. L.

Tirs des forces d'occupation à Ghaza

Un adolescent palestinien de 14 ans tué

Un adolescent palestinien de 14 ans a été tué et 30 personnes blessés par des tirs des forces d'occupation israéliennes, vendredi à Ghaza, a indiqué le ministère de la Santé dans l'enclave.

Youssef al-Daya, 14 ans, a été atteint à la poitrine à l'est de la ville de Ghaza, a précisé le porte-parole du ministère, Achraf al-Qodra.

Une trentaine de Palestiniens ont été blessés par des tirs des forces d'occupation, a-t-il dit. La bande de Ghaza est le théâtre depuis mars 2018 de protestations hebdomadaires. Au moins 250 Palestiniens ont été tués par des tirs israéliens depuis mars 2018.

R. I.